

Working Paper No. 120 | Septembre 2026

DOI: 10.69814/wp/2026120

LA CENTRALITÉ PÉRIPHÉRIQUE : POSITION SPATIALE, RENTE GÉOSTRATÉGIQUE ET PARADOXES DU DÉVELOPPEMENT EN RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

*POUR UNE SOCIOLOGIE POLITIQUE DE L'ESPACE CENTRAFRICAIN
ENTRE ENCLAVEMENT STRUCTUREL ET CONVOITISES MULTIPOLAIRES*

Max Rufin Yapele

THE GLOBAL DEVELOPMENT NETWORK
WORKING PAPER SERIES



Le Global Development Network (GDN) est une organisation internationale publique qui soutient la recherche en sciences sociales de haute qualité, axée sur les politiques publiques, dans les pays à revenu faible ou intermédiaire (PRFI), afin de contribuer à l'amélioration des conditions de vie. Fondé en 1999, le GDN a son siège à New Delhi (Inde) et dispose de bureaux à Clermont-Ferrand (France) et à Arlington (États-Unis). Pour en savoir plus : www.gdn.int

Les auteurs sont seuls responsables du contenu de cet ouvrage, de l'exactitude des informations qui y sont présentées et des opinions qui y sont exprimées.

LA CENTRALITÉ PÉRIPHÉRIQUE :

POSITION SPATIALE, RENTE GÉOSTRATÉGIQUE ET PARADOXES DU DÉVELOPPEMENT EN RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

POUR UNE SOCIOLOGIE POLITIQUE DE L'ESPACE CENTRAFRICAIN ENTRE ENCLAVEMENT STRUCTUREL ET CONVOITISES MULTIPOLAIRES

Yapele Max Rufin,

Doctorant en sociologie politique-Université de Yaoundé 1, Bangui-République Centrafricaine
Membre du Laboratoire des Imaginaires et Pensées Africains Contemporains (LIPAC) Laboratoire Camerounais
d'Études et de Recherches sur les Sociétés Contemporaines
yapelemaxrufin@gmail.com

Résumé

Cet article propose le concept de centralité périphérique pour désigner le paradoxe structurant de la République Centrafricaine (RCA) : un État occupant une position géographique nodale au cœur du continent africain, frontière commune avec six États, bassin du Congo, accès à l'Oubangui dont cette centralité spatiale produit précisément les conditions de sa vulnérabilité politique et de sa marginalisation économique. En mobilisant la sociologie politique de l'espace (Lefebvre, Bourdieu, Raffestin), la géopolitique critique (Ó Tuathail, Agnew), la théorie de la dépendance (Wallerstein, Amin) et le concept d'extraversion (Bayart), l'article analyse la trajectoire historique et contemporaine de la RCA comme un cas paradigmatique de rente géostratégique captée par des puissances extérieures sans conversion en développement endogène. L'analyse empirique porte sur quatre dimensions constitutives de cette centralité périphérique : la configuration géographique et ses implications structurelles ; la recomposition des rivalités multipolaires (Russie, Chine, Occident) dans l'espace centrafricain ; l'extraversion sécuritaire comme substitut de souveraineté ; et le paradoxe de l'abondance fragmentée des ressources naturelles et technologiques. L'article soutient que la centralité périphérique n'est pas une fatalité géographique mais une construction politique historiquement produite et reproduite, dont la déconstruction constitue la condition nécessaire de toute bifurcation développementale crédible.

Mots-clés : *centralité périphérique, rente géostratégique, extraversion sécuritaire, abondance fragmentée, sociologie politique spatiale, multipolaire, RCA, dépendance structurelle*

Abstract

This article introduces the concept of peripheral centrality to designate the structural paradox of the Central African Republic (CAR) : a state occupying a nodal geographical position at the heart of the African continent, whose very spatial centrality produces the conditions of its political vulnerability and economic marginalization. Drawing on the political sociology of space, critical geopolitics, dependency theory, and the concept of extraversion, the article analyses CAR's historical and contemporary trajectory as a paradigmatic case of geostrategic rent captured by external powers without conversion into endogenous development. The article argues that peripheral centrality is not a geographical fatality but a historically produced and reproduced political construction.

Keywords : *peripheral centrality, geostrategic rent, security extraversion, fragmented abundance, spatial political sociology, multipolar rivalry, CAR, structural dependence*

Introduction

La question du développement des États africains a été, depuis les indépendances, appréhendée principalement à travers des grilles économiques, institutionnelles ou politiques. La dimension spatiale : la géographie politique de l'État, la signification de sa position dans l'architecture continentale et mondiale, la matérialité de son territoire comme facteur de structuration des rapports de pouvoir demeure théoriquement sous-investie dans la littérature sociologique sur l'Afrique subsaharienne. Cette lacune est particulièrement préjudiciable pour l'analyse de la République Centrafricaine (RCA), dont la trajectoire historique, les crises récurrentes et les dynamiques de dépendance contemporaines ne peuvent être pleinement intelligibles sans une théorie sociologique de l'espace politique.

La RCA présente une configuration qui défie les catégories analytiques ordinaires. Classée parmi les cinq États les moins développés du monde selon l'Indice de Développement Humain du PNUD, ravagée par des décennies de conflits armés, de prédation extractiviste et d'instabilité gouvernementale, elle est simultanément un espace convoité par les puissances mondiales : France, Russie, Chine, États-Unis pour des motifs stratégiques, miniers et géopolitiques que la pauvreté de sa population ne suffit pas à expliquer. Cette tension fondamentale entre la misère structurelle de la population et l'intensité des appétits géopolitiques que suscite le territoire appelle un concept capable de la saisir dans sa cohérence interne plutôt que de la traiter comme une anomalie ou un paradoxe résiduel.

Le concept de centralité périphérique désigne précisément cette configuration : un espace dont la position géographique confère une valeur stratégique élevée aux yeux des acteurs extérieurs, mais dont cette valeur est systématiquement captée par ces mêmes acteurs sans bénéfice redistributif pour les populations résidentes, produisant ainsi une forme de périphéricité politique et économique endurante dont la centralité spatiale est la condition de possibilité. La centralité n'est pas ici une ressource qui reste à mobiliser ; elle est le mécanisme même de la dépendance. Ce retournement analytique constitue le nœud théorique de cet article.

La RCA partage des frontières avec six États : Cameroun, Tchad, Soudan, Soudan du Sud, République Démocratique du Congo, République du Congo et se situe au carrefour des grands bassins hydrographiques et des corridors migratoires, commerciaux et militaires du continent. Cette centralité géographique objective a été historiquement exploitée par des puissances successives : l'empire colonial français en a fait un pivot logistique et un réservoir de renseignement durant la Guerre froide ; la Russie à travers le groupe Wagner puis ses structures successeurs, y a établi une présence militaire et extractiviste qui recompose l'architecture sécuritaire régionale ; la Chine y déploie ses investissements infrastructurels dans le cadre de la Belt and Road Initiative. À chaque séquence, la valeur géostratégique de la position centrafricaine est mobilisée par des acteurs extérieurs, tandis que les populations centrafricaines demeurent spectatrices de la valorisation de leur propre territoire.

L'article s'inscrit dans la tradition de la sociologie politique de l'espace inaugurée par Henri Lefebvre, qui a théorisé l'espace comme production sociale, historiquement déterminée et traversée par des rapports de pouvoir, plutôt que comme donnée naturelle neutre. Il mobilise également la géopolitique critique de John Agnew et Gearóid Ó Tuathail qui déconstruit les représentations géopolitiques comme pratiques discursives servant des intérêts particuliers, et la théorie de l'extraversion de Jean-François Bayart qui analyse l'État africain comme fondé historiquement sur la mobilisation des ressources extérieures plutôt que sur l'accumulation interne. L'originalité de la démarche réside dans la synthèse de ces cadres au service d'une analyse empiriquement dense de la trajectoire centrafricaine.

L'article est structuré en cinq sections. La première développe le cadre théorique de la centralité périphérique et sa généalogie conceptuelle. La deuxième analyse les configurations géographiques et leurs implications structurelles pour la formation de l'État centrafricain. La troisième examine la recomposition des rivalités multipolaires contemporaines dans l'espace centrafricain. La quatrième analyse l'extraversion sécuritaire comme mode de gouvernance substitutive. La cinquième interroge le paradoxe de l'abondance fragmentée des ressources naturelles, numériques et spatiales de la RCA. La conclusion propose des conditions théoriques et politiques d'une bifurcation développementale.

I. Centralité périphérique : généalogie inaugurale d'un concept

Toute entreprise théorique sérieuse commence par un acte de nomination. Nommer un phénomène social, c'est plus qu'une opération terminologique : c'est délimiter un champ de visibilité, identifier des relations que l'observation ordinaire laisse dans l'ombre, et constituer un objet d'analyse susceptible de supports comparatifs et de généralisations contrôlées. Le concept de centralité périphérique qui organise l'ensemble de cette recherche, ne prétend pas à l'évidence. Il est une construction au sens que Gaston Bachelard (1938) donne à ce terme dans sa théorie de la connaissance scientifique, un instrument cognitif forgé pour rendre intelligible un paradoxe que les catégories analytiques disponibles appréhendent de manière fragmentée, sans en saisir la cohérence interne.

Ce paradoxe est le suivant. La République Centrafricaine occupe géographiquement le centre du continent africain. Elle est le carrefour de six frontières, le point de convergence de bassins hydrographiques majeurs, la plaque tournante de corridors stratégiques reliant l'Afrique de l'Ouest saharienne à l'Afrique orientale et australe. Cette centralité spatiale est réelle, mesurable, cartographiable. Elle génère des intérêts stratégiques, des convoitises extractivistes et des rivalités géopolitiques d'une intensité sans commune mesure avec la taille démographique ou économique du pays. Elle est pourtant, simultanément, la condition de possibilité d'une marginalisation développementale persistante, d'une pauvreté de masse structurelle et d'une instabilité politique chronique. La centralité géographique objective coexiste avec une périphéricité politique et économique tout aussi objective. Cette coexistence n'est pas une contradiction formelle : elle est une articulation causale que le concept de centralité périphérique vise précisément à rendre intelligible.

La présente section construit les fondements théoriques de ce concept à travers trois gestes intellectuels successifs et complémentaires. Le premier consiste à établir que l'espace n'est pas une donnée naturelle prédiscursive mais une production historique et politique, traversée par des rapports de pouvoir et des logiques d'accumulation ce que la tradition lefebvrienne a théorisé sous le nom de production de l'espace. Ce geste est fondateur parce qu'il refuse de traiter la position géographique de la RCA comme une contrainte exogène et immuable : la centralité centrafricaine est une réalité socialement construite, politiquement investie et historiquement transformable. Le deuxième geste consiste à élaborer le concept de rente géostratégique pour désigner le mécanisme par lequel la valeur d'une position spatiale est captée par des acteurs extérieurs sans conversion en développement endogène en s'appuyant sur la théorie économique des rentes et sur la géopolitique critique d'Agnew et Ó Tuathail. Le troisième geste consiste à mobiliser le concept d'extraversion développé par Jean-François Bayart pour analyser comment la logique de captation externe se perpétue non seulement par la coercition des puissances étrangères mais par son intériorisation progressive comme rationalité politique de l'État centrafricain lui-même, ce qui en fait un mécanisme de reproduction endogène de la périphéricité. Ces trois dimensions : production politique de

l'espace, rente géostratégique, extraversion constituent les trois axes d'un même prisme analytique dont la centralité périphérique est la résultante théorique.

La démarche adoptée ici relève de ce que Norbert Elias (1978) appelle une « sociologie figurationnelle » : elle refuse tant le déterminisme géographique qui réduit la destinée de la RCA à sa position sur la carte que le volontarisme institutionnaliste qui postule que des réformes de gouvernance suffiraient à dénouer des contraintes structurelles profondes. Elle cherche à rendre compte des configurations historiques dans lesquelles des acteurs en relations d'interdépendance asymétrique produisent et reproduisent des structures de domination dont ils ne sont pas les auteurs intentionnels mais dont ils sont les agents objectifs.

Une précision épistémologique s'impose sur la portée du concept proposé. La centralité périphérique n'est pas un concept propre à la RCA : il aspire à une généralité analytique qui permet de l'opérationnaliser pour d'autres États africains enclavés le Tchad, le Niger, le Mali, le Soudan du Sud dont les trajectoires présentent des homologues structurelles avec le cas centrafricain. Le cas centrafricain est traité ici comme un cas paradigmatique au sens que Michel Foucault (1994) donne à ce terme : non pas un cas représentatif d'une série statistique, mais un cas dont l'analyse permet de dégager les logiques d'une configuration dont d'autres cas peuvent présenter des variantes. La densité de l'analyse du cas centrafricain est ainsi au service d'une ambition théorique qui le déborde.

1.1. L'espace comme production politique

1.1.1. La rupture lefebvrienne contre le naturalisme de l'espace

La sociologie et la philosophie politique ont longtemps traité l'espace comme une réalité naturelle, prédiscursive et politiquement neutre un contenant dans lequel se déroulent les processus sociaux sans être lui-même affecté par eux. Cette conception, que Henri Lefebvre (1974) qualifie d'illusion de l'opacité, attribue à l'espace les propriétés d'un substrat physique invariant dont les caractéristiques déterminent les possibilités de l'action humaine de manière unilatérale.

Le déterminisme géographique classique de Montesquieu à Ratzel, en passant par la géopolitique de Mackinder est l'expression politique de cette illusion : il postule que la position géographique d'un État détermine ses intérêts, ses capacités et ses destinées nationales de manière quasi-naturelle, dépolitisant ainsi des configurations de pouvoir historiquement produites et donc historiquement transformables. Cette naturalisation de la domination géopolitique est particulièrement préjudiciable pour l'analyse de la RCA : elle invite à traiter comme inévitable une trajectoire qui est en réalité le produit d'une histoire de décisions politiques, d'intérêts structurés et de rapports de force institutionnellement cristallisés.

Dans *La production de l'espace* (1974), Lefebvre démontre que l'espace social est une production, le résultat de pratiques sociales, de représentations et d'imaginaires qui le constituent, le transforment et lui attribuent des significations changeantes selon les configurations historiques et les rapports de force entre acteurs. L'espace n'est pas donné ; il est fabriqué, et cette fabrication est un processus politique au sens plein du terme. La triade conceptuelle lefebvrienne l'espace « perçu » ou pratique spatiale, l'espace « conçu » ou représentations de l'espace, l'espace « vécu » ou espaces de représentation permet d'analyser simultanément les dimensions matérielles, idéologiques et imaginaires de la production de l'espace centrafricain.

L'espace centrafricain est perçu comme un carrefour stratégique par les puissances étrangères, conçu comme une zone d'intervention humanitaire ou militaire par les organisations

internationales, vécu comme un espace de menace et de déplacement forcé par les populations qui l'habitent. Ces trois dimensions coexistent et s'articulent selon des logiques de pouvoir que l'analyse sociologique a pour tâche de dénouer : la représentation géopolitique du territoire centrafricain comme espace d'intérêt stratégique légitime l'intervention étrangère ; cette intervention reconfigure les pratiques spatiales des acteurs locaux. Cette reconfiguration alimente à son tour des vécus d'insécurité et de dépossession qui s'objectivent dans des formes de résistance, de fuite ou d'accommodation dont les effets structurent durablement le tissu social centrafricain.

1.1.2. La valeur relationnelle de la position

Pierre Bourdieu (1993 ; 1997) n'a pas développé une théorie explicite de l'espace géographique, mais les outils conceptuels qu'il a forgés pour analyser l'espace social s'y prêtent avec une fécondité analytique considérable. La notion de champ comme espace structuré de positions différenciées où les agents s'affrontent pour la possession et la valorisation de différentes formes de capital peut être transposée à l'échelle géopolitique pour analyser la valeur relative des positions étatiques dans le système mondial. Dans cette transposition, la position géographique d'un État constitue une forme de capital spatial : une ressource dont la valeur dépend de la configuration du champ géopolitique dans lequel elle s'inscrit, des demandes des acteurs dominants et de la capacité de l'État concerné à la convertir en d'autres formes de capital : économique, militaire, diplomatique.

La notion bourdieusienne de conversion des capitaux est ici analytiquement cruciale. Un capital n'a de valeur que s'il peut être converti en d'autres formes de capital socialement reconnu. Le capital spatial de la RCA : sa position de carrefour, son sous-sol riche, son réseau hydrographique possède une valeur objective considérable dans le champ géopolitique contemporain. Sa conversion en capital économique ou politique au bénéfice des populations centrafricaines est cependant systématiquement bloquée par des mécanismes de captation que les acteurs extérieurs ont institués au fil de la colonisation et de ses prolongements post-coloniaux. La centralité périphérique désigne précisément cet écart entre la valeur du capital spatial centrafricain telle qu'elle est valorisée par les acteurs extérieurs, et la valeur effective que les agents centrafricains parviennent à en retirer pour leurs propres fins.

1.1.3. Le pouvoir comme appropriation de l'espace

Claude Raffestin (1980) complète le dispositif théorique lefebvrien en distinguant l'espace donné naturel antérieur à l'action humaine du territoire espace approprié, transformé et signifié par l'action de groupes humains dans des rapports de pouvoir. La territorialité désigne le processus dynamique par lequel des acteurs s'approprient des espaces, les délimitent, y exercent des fonctions de contrôle et d'organisation, et les chargent de significations identitaires et politiques. Elle est le mode d'existence politique de l'espace : tout acte de territorialisation est un acte de pouvoir délimiter, nommer, contrôler, exploiter un espace, c'est exercer une autorité sur lui et sur ceux qui l'habitent.

Appliqué à la RCA, ce cadre permet de comprendre que le territoire centrafricain est le théâtre d'une compétition de territorialisations superposées et conflictuelles : la territorialisation formelle de l'État centrafricain, limitée aux zones sous contrôle gouvernemental effectif ; les territorialisations informelles des groupes armés, qui exercent des fonctions de gouvernance dans de larges portions du territoire échappant à l'État ; les territorialisations extractivistes des entreprises minières nationales et étrangères, qui définissent des enclaves d'exploitation soumises à des régimes juridiques spéciaux ; les territorialisations militaro-sécuritaires des

acteurs étrangers MINUSCA, forces russes, forces françaises historiquement qui imposent leurs propres géographies d'intervention sur un espace étatique formellement souverain. Ces territorialisations concurrentes sont structurellement asymétriques : les territorialisations exogènes disposent de ressources matérielles, technologiques et institutionnelles qui leur confèrent une capacité de pénétration et de durabilité systématiquement supérieure à celle de la territorialisation étatique centrafricaine. La notion de centralité périphérique implique que cette asymétrie des territorialisations n'est pas conjoncturelle mais structurelle : elle reproduit et actualise en permanence la configuration fondamentale de la dépendance.

L'espace centrafricain n'est pas une donnée géographique neutre mais le produit d'une histoire de territorialisations asymétriques dans laquelle des acteurs extérieurs ont systématiquement disposé d'une supériorité de ressources pour imposer leurs propres logiques d'organisation et d'exploitation spatiales. La centralité périphérique est d'abord une configuration de production de l'espace : une forme historiquement spécifique de la relation entre une position géographique centrale et des mécanismes de captation exogène qui maintiennent la périphéricité politique et économique de ses habitants.

1.2. La rente géostratégique comme mécanisme de captation

1.2.1. De l'économie politique à la géopolitique

La notion de rente occupe une place centrale dans l'économie politique du développement depuis David Ricardo. Dans sa formulation classique, la rente désigne un revenu perçu par un agent en vertu de la possession d'un facteur rare de production la terre, la ressource naturelle dont la disponibilité est indépendante de l'effort productif de son détenteur. La théorie du rentier state, développée par Hossein Mahdavy (1970) puis systématisée par Beblawi et Luciani (1987) a montré comment les États fondés sur la rente pétrolière développent des structures politiques spécifiques : déconnexion entre prélèvement fiscal et légitimité démocratique, État distributeur plutôt que producteur, clientélisme institutionnalisé et dépendance durable vis-à-vis d'une ressource externe à la dynamique productive nationale.

Ces analyses restent ancrées dans une conception sectorielle de la rente minière, rente pétrolière qui ne saisit pas la dimension proprement spatiale de certaines formes de valorisation externe. La rente géostratégique constitue une variante théoriquement distincte de ce phénomène. Elle désigne la valeur attachée à une position spatiale par des acteurs extérieurs pour des motifs militaires, logistiques, de renseignement ou de projection de puissance valeur qui ne résulte pas des capacités productives ou institutionnelles de l'État concerné mais de sa localisation dans l'architecture géopolitique régionale et mondiale.

1.2.2. Deux propriétés analytiques décisives : volatilité et dissociation

La rente géostratégique présente deux propriétés analytiquement décisives qui la distinguent des formes classiques de rente. Premièrement, elle est relationnelle et volatile : sa valeur fluctue avec les configurations géopolitiques mondiales, les rivalités entre puissances et les perceptions stratégiques des acteurs dominants, indépendamment de toute dynamique interne à l'État bénéficiaire. La RCA connaît plusieurs cycles d'appréciation et de dépréciation de sa rente géostratégique forte pendant la Guerre froide, quasi nulle dans les années 1990-2000, réactivée depuis 2013 avec la recomposition des rivalités russo-occidentales sur le continent africain sans que ces fluctuations correspondent à des changements dans ses capacités ou ses ressources endogènes.

Deuxièmement, elle est structurellement dissociée du développement. Contrairement à la rente minière qui peut, sous certaines conditions institutionnelles, être redistribuée sous forme d'investissements publics, la rente géostratégique est captée par des acteurs étrangers sous des formes difficilement saisissables présence militaire, exploitation de ressources sous couvert de coopération, influence politique et ne génère aucun mécanisme automatique de redistribution vers les populations du territoire valorisé. La position centrafricaine a généré pendant des décennies une rente géostratégique considérable pour la France en termes de capacités de projection de force, de renseignement et d'influence régionale sans que cette valorisation se traduise par des investissements productifs significatifs dans l'économie centrafricaine.

1.2.3. La géopolitique critique et la construction discursive de la valeur stratégique

La géopolitique critique Agnew (1994), Ó Tuathail (1996), Dalby (2002) fournit les outils pour analyser la dimension discursive de la rente géostratégique : la valeur stratégique d'une position n'est pas seulement une réalité objective mais une construction géopolitique, produite par des pratiques discursives et des imaginaires stratégiques qui définissent ce qui compte comme vital, périphérique ou menaçant dans l'ordre géopolitique mondial.

Les grandes puissances qui ont successivement valorisé la position centrafricaine l'ont fait en mobilisant des représentations géopolitiques spécifiques pivot du dispositif défensif français en Afrique subsaharienne, verrou contre l'expansion soviétique puis libyenne, base logistique de la projection de puissance russe dans le golfe de Guinée qui justifient leurs présences tout en occultant les logiques extractivistes qui les sous-tendaient. La rente géostratégique est ainsi doublement construite : matériellement, par les investissements militaires et logistiques que les puissances étrangères consentent pour accéder à la position centrafricaine ; symboliquement, par les représentations géopolitiques qui légitiment cet accès et naturalisent la captation qui l'accompagne. Patrice Gourdin (2013) documente précisément ce mécanisme en montrant que la valorisation stratégique de la RCA par la France relevait d'une rationalité géopolitique propre à Paris, sans corrélation avec le développement de la population centrafricaine.

La rente géostratégique n'est pas réductible à la rente des ressources naturelles : elle repose sur la valorisation d'une position relationnelle dans l'espace politique mondial. Volatile dans sa valeur, structurellement dissociée du développement endogène et doublement construite matériellement et discursivement, elle constitue le mécanisme central par lequel la centralité spatiale de la RCA est captée au profit de puissances extérieures sans bénéfice redistributif pour ses populations.

1.2. L'extraversion comme mode de reproduction de la périphéricité

1.3.1. Le concept bayartien d'extraversion : logique et rationalité

Jean-François Bayart (1989, 2006) a forgé le concept d'extraversion pour désigner le mode historique de constitution et de reproduction des États africains : fondés sous la colonisation sur une logique de prélèvement de ressources au profit de métropoles extérieures, ces États ont intériorisé cette logique comme mode de gouvernance, mobilisant les ressources extérieures aide internationale, appui militaire étranger, rentes de souveraineté formelle comme fondement de leur reproduction politique interne plutôt que de construire des capacités extractives et redistributives endogènes. L'extraversion n'est pas une pathologie accidentelle imputable à la mauvaise gouvernance de dirigeants particuliers ; elle est une rationalité politique cohérente dans un contexte où l'État est historiquement dépourvu d'assise productive nationale et où la reconnaissance externe constitue la ressource principale de la légitimité interne.

La puissance analytique de ce concept réside dans son refus du dualisme victimaire : l'extraversion n'est pas seulement imposée de l'extérieur par des puissances prédatrices ; elle est activement pratiquée, négociée et instrumentalisée par les élites africaines elles-mêmes, qui ont développé des compétences propres dans la mobilisation des ressources extérieures à des fins d'accumulation et de pouvoir internes. Bayart désigne cette compétence sous le terme de politique du ventre la capacité à prendre sa part dans le festin des ressources extérieures disponibles. Cela implique que la sortie de l'extraversion ne saurait être pensée comme une simple libération nationale vis-à-vis d'acteurs extérieurs : elle requiert une transformation des rationalités politiques internes qui perpétuent la dépendance comme mode de gouvernance.

1.3.2. Les trois modalités de l'extraversion centrafricaine

Dans le cas centrafricain, l'extraversion a pris des formes particulièrement achevées que l'on peut analyser selon trois modalités distinctes et cumulatives. L'extraversion sécuritaire désigne la délégation à des acteurs armés étrangers de la fonction régalienne de maintien de l'ordre : forces françaises Barracuda et Sangaris, MINUSCA, mercenaires russes du groupe Wagner et de ses structures successeurs constituent une succession de prothèses sécuritaires dont chaque itération reconduit la dépendance tout en modifiant les bénéficiaires de la rente géostratégique. Chaque acteur étranger qui assume la sécurité de l'État centrafricain obtient en retour un accès privilégié à des ressources ou à des positions d'influence qui consolident sa présence et rendent son retrait politiquement coûteux pour les élites centrafricaines qui en dépendent.

L'extraversion économique désigne la structuration de l'économie centrafricaine autour de l'extraction de matières premières brutes destinées aux marchés mondiaux sans transformation locale et sans constitution d'une industrie nationale. Les diamants centrafricains alimentent les circuits mondiaux de la joaillerie, l'or, les marchés des métaux précieux, le bois les industries de construction européennes et asiatiques, sans que ces flux génèrent de dynamiques d'accumulation et de diversification économique sur le territoire. Cette extraversion économique est renforcée par l'enclavement géographique le coût du transport vers les marchés mondiaux rend peu compétitive toute transformation industrielle locale qui constitue ainsi non pas seulement un obstacle au développement mais un mécanisme actif de maintien de la spécialisation extractiviste.

L'extraversion institutionnelle désigne la subordination des réformes de gouvernance aux conditionnalités des bailleurs de fonds internationaux FMI, Banque Mondiale, Union Européenne dont les agendas reflètent des orthodoxies néolibérales élaborées en dehors de tout ancrage dans les réalités sociales et politiques centrafricaines. Les programmes d'ajustement structurel des années 1990, les plans de réforme de la fonction publique des années 2000, les programmes de démobilisation et réintégration des combattants des années 2010 constituent autant d'interventions institutionnelles dont la logique fondamentale est la même : l'État centrafricain est réformé selon des matrices exogènes par des acteurs extérieurs qui en définissent les objectifs, les calendriers et les indicateurs de succès. Cette extraversion institutionnelle produit des effets de désinstitutionnalisation plutôt que de consolidation de l'État : en subordonnant la légitimité de l'État à la conformité avec des normes extérieures changeantes, elle prive les institutions centrafricaines de l'ancrage social et de la durabilité qui sont les conditions de leur efficacité.

1.3.3. L'extraversion comme reproduction endogène de la centralité périphérique

La contribution théorique de cet article à l'héritage bayartien consiste à montrer que l'extraversion n'est pas seulement un mode de gouvernance politique mais un mécanisme de reproduction de la périphéricité spatiale. L'extraversion centrafricaine produit et reproduit la centralité périphérique parce qu'elle maintient structurellement l'écart entre la valeur stratégique du territoire et la capacité de ses habitants à en bénéficier : chaque cycle d'extraversion reconduit la dépendance vis-à-vis d'acteurs extérieurs qui captent la rente géostratégique, ce qui prive l'État des ressources nécessaires à la constitution de capacités endogènes, ce qui renforce la dépendance, ce qui approfondit la périphéricité.

Ce cercle vicieux n'est pas un destin : il est une configuration politique reproduite par des intérêts identifiables ceux des puissances étrangères qui bénéficient de la rente géostratégique, ceux des élites centrafricaines qui bénéficient de la redistribution d'une fraction de cette rente, et ceux des acteurs internationaux du développement dont la présence est légitimée par la persistance de la dépendance qu'ils prétendent combattre. La décomposition analytique de ces intérêts et de leurs mécanismes d'articulation est la condition préalable de toute réflexion sérieuse sur les possibilités d'une bifurcation développementale.

L'extraversion n'est pas une pathologie contingente mais la rationalité politique structurante de l'État centrafricain, intériorisée par les acteurs qui en bénéficient et reproduite par les mécanismes institutionnels qui la légitiment. Sa contribution à la centralité périphérique est décisive : elle transforme la dépendance imposée par la configuration géopolitique en dépendance reproduite par des acteurs endogènes, ce qui la rend d'autant plus difficile à dénouer qu'elle a pour condition d'existence non pas la seule coercition externe mais la participation active des acteurs politiques centrafricains eux-mêmes.

II. Les configurations géographiques et la structuration de l'État centrafricain

La première section a construit le cadre théorique de la centralité périphérique en articulant trois dimensions analytiques la production politique de l'espace, la rente géostratégique et l'extraversion. Ces instruments conceptuels n'ont de valeur opératoire que confrontés à la densité du réel historique et géographique. C'est précisément l'objet de la présente section : descendre du plan de l'abstraction vers celui de la matérialité centrafricaine, pour y vérifier la puissance explicative du concept et en mesurer les limites éventuelles.

La RCA présente un profil géographique d'une complexité rarement réductible aux typologies habituelles du développement. Elle n'est pas simplement un État pauvre parmi d'autres, ni un État défaillant au sens générique du terme. Elle est un espace dont la configuration physique total, superficie immense, peuplement épars, frontières poreuses, sous-sol abondant produit des contraintes structurelles spécifiques pour la formation d'un État efficace, et simultanément des opportunités géopolitiques que des acteurs extérieurs ont systématiquement captées. Comprendre cette double face de la géographie centrafricaine est indispensable pour saisir pourquoi les interventions développementalistes successives ont si régulièrement échoué à transformer la trajectoire du pays.

Cette section procède en trois temps étroitement articulés. Il analyse d'abord la géographie de l'enclavement non comme simple handicap logistique mais comme dispositif structurant de la formation étatique, en montrant comment l'absence d'accès à la mer a historiquement conditionné les capacités fiscales, militaires et administratives de l'État centrafricain. Elle interroge ensuite les implications géopolitiques de la position de carrefour, qui constitue la face valorisante de la même configuration géographique : si l'enclavement fragilise l'État centrafricain, la centralité de sa position attire les puissances extérieures et génère la rente

géostratégique dont le chapitre 1 a construit le concept. Elle examine enfin la géographie des ressources naturelles comme géographie du conflit, en montrant que la distribution spatiale des richesses minières de la RCA structure les territorialités des acteurs armés et des entreprises extractivistes d'une manière qui traduit, dans la chair du territoire, la logique de l'abondance fragmentée.

La mise en perspective de ces trois dimensions permet de comprendre que la centralité périphérique centrafricaine n'est pas une métaphore analytique commode mais une configuration géographiquement déterminée et historiquement produite, dont les mécanismes sont identifiables et donc, en principe, transformables. C'est cette conviction qui donne à l'analyse son enjeu politique au-delà de sa portée théorique.

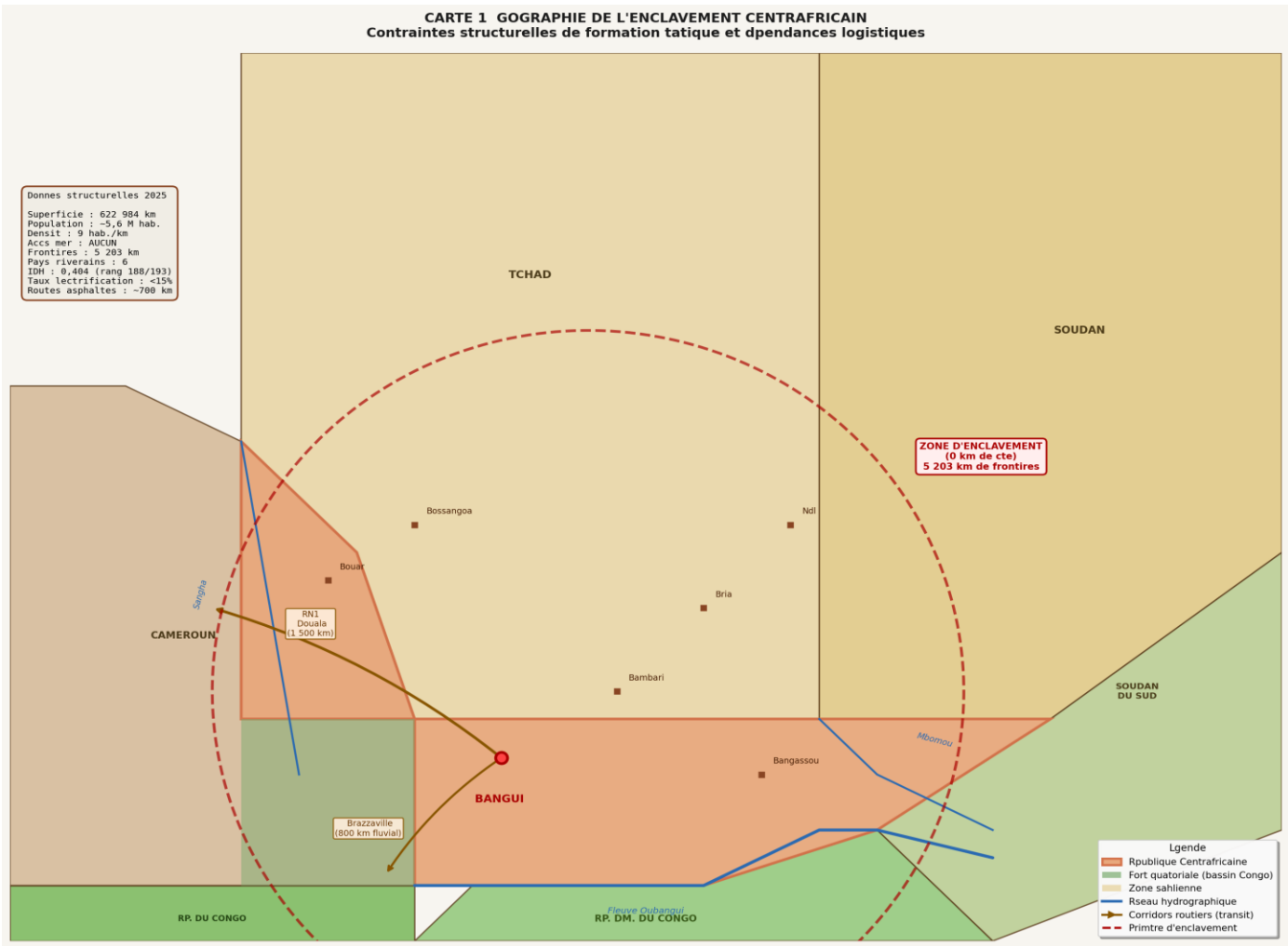
2.1. La géographie de l'enclavement comme contrainte de formation étatique

2.1.1 L'enclavement comme condition structurelle et non comme accident géographique

L'enclavement de la RCA : l'absence totale d'accès à la mer, la dépendance vis-à-vis des corridors de transit camerounais, congolais et soudanais est le premier déterminant structurel de sa trajectoire développementale. Mais il importe de ne pas naturaliser cette contrainte : l'enclavement n'est pas une fatalité géographique immuable mais un rapport social médiatisé par des infrastructures, des institutions et des rapports de force politiques. Jeffrey Herbst (2000) a montré que les États africains postcoloniaux ont hérité de systèmes infrastructurels délibérément conçus pour drainer les ressources vers les côtes plutôt que pour intégrer les territoires intérieurs ce qui signifie que l'enclavement fonctionnel de la RCA est pour une large part le produit de choix politiques coloniaux, non d'une nécessité géographique.

Les effets de cet enclavement sur la formation de l'État centrafricain sont multidimensionnels et s'alimentent mutuellement. Sur le plan fiscal, l'absence d'accès maritime prive l'État centrafricain des recettes douanières que génèrent les échanges portuaires : principale source de revenus fiscaux des États côtiers africains aux niveaux de développement similaires. Sur le plan militaire, le contrôle effectif d'un territoire aussi vaste 622 984 km² avec des voies de communication intérieures déficientes est structurellement hors de portée d'un État aux ressources limitées. Sur le plan administratif, la difficulté à projeter l'autorité publique dans les zones reculées produit des vides de gouvernance que des acteurs non étatiques groupes armés, réseaux de trafic, opérateurs économiques informels occupent durablement. Ces trois effets se combinent pour produire ce que l'on peut appeler un État de superficie nominale et de souveraineté effective restreinte, dont la carte politique officielle est systématiquement démentie par la carte du contrôle territorial réel.

Carte 1 : Géographie de l'enclavement centrafricain : Contraintes structurelles de formation étatique, dépendances logistiques et dialectique protection-exposition



Sources : PNUD (IDH 2024), Coface (2025), Banque Mondiale (2025), données géographiques Open Street Map. Élaboration : Yapele Max Rufin, 2026.

Tableau 1 : Données structurelles associées à la carte 1

Indicateur	Valeur (2024-2025)	Comparaison régionale	Implication analytique
Superficie totale	622 984 km ²	3e Afrique centrale (après RDC, Tchad)	Territoire vaste, sous-gouverné
Population (2024)	5,6 millions d'hab.	Densité : 9 hab./km ² (vs 51 moy. Afrique)	Faiblesse de la pression démographique sur les frontières
Accès maritime	Aucun (enclavement total)	1 des 16 États africains sans accès mer	Coûts de transit : +30-45% sur importations
Frontières terrestres	5 203 km (6 pays)	Ratio frontières/superficie : élevé	Porosité structurelle, vides de gouvernance
IDH 2024	0,404 (rang 188/193)	Avant-dernier mondial	Trappe de pauvreté malgré abondance ressources
Routes asphaltées	~700 km	0,11 km/100 km ² (vs 2,4 moy. Afrique)	Enclavement fonctionnel aggravant géographique
Taux d'électrification	< 15% (2024)	Parmi les 5 plus bas d'Afrique	Frein structurel à toute industrialisation
Distance Bangui-Douala	1 500 km	Principal débouché commercial	Rente logistique capturée par intermédiaires
Distance Bangui-Pointe-Noire	1 800 km (fluvial)	Axe Oubangui sous-valorisé	Potentiel de bifurcation logistique non mobilisé

L'enclavement centrafricain n'est pas une fatalité géographique immuable mais une construction politique historiquement produite (Herbst, 2000). La combinaison d'un ratio frontières/superficie élevé, d'une densité de population très faible et d'un réseau routier quasi inexistant génère des vides de gouvernance structurels que les acteurs armés occupent durablement, reproduisant ainsi la logique de la centralité périphérique à l'échelle locale.

2.1.2. La rente logistique de l'enclavement : dépendances et mécanismes de captation

L'enclavement ne génère pas seulement des contraintes pour l'État centrafricain ; il génère également des rentes pour les acteurs qui contrôlent les corridors de transit dont dépend l'approvisionnement du pays. Le rapport Coface (2025) souligne que les coûts d'importation extraordinairement élevés que supporte la RCA résultent en partie du monopole exercé par certains opérateurs sur les itinéraires de transport, qui leur permet de facturer des marges très supérieures à celles d'un marché concurrentiel.

Cette rente logistique de l'enclavement constitue une forme particulièrement pernicieuse de captation des ressources centrafricaines : elle est invisible dans les statistiques de commerce extérieur, juridiquement difficile à saisir et politiquement tolérée parce que les bénéficiaires disposent souvent d'un pouvoir de blocage sur les approvisionnements essentiels du pays. Elle illustre comment la centralité périphérique opère à l'échelle micro-économique : la position géographique de la RCA génère des coûts de transaction que des acteurs intermédiaires captent sous forme de rentes, sans que les populations centrafricaines en bénéficient. La réduction de cette rente logistique nécessiterait des investissements massifs dans les infrastructures de

transport fluvial sur l'Oubangui, routier transfrontalier, aérien régional qui dépassent largement les capacités fiscales actuelles de l'État centrafricain et exigeraient une coopération régionale que les intérêts des bénéficiaires actuels de la rente ont historiquement contribué à bloquer.

2.1.3. La dialectique protection-exposition de l'enclavement

L'enclavement centrafricain présente cependant une face paradoxalement protectrice qu'une analyse purement négative occulterait. L'inaccessibilité relative de larges portions du territoire centrafricain forêts équatoriales du sud-ouest, massifs granitiques du nord-est, zones marécageuses des bassins fluviaux a historiquement protégé certaines communautés des formes les plus intenses de prédation coloniale. La traite négrière transsaharienne et atlantique, bien que présente dans la région, y a été moins systématique que dans les zones côtières facilement accessibles. Certains groupes ethniques ont préservé des modes d'organisation sociale et d'usage des ressources naturelles qui constituent aujourd'hui des ressources potentielles pour des formes de développement endogène, à condition que les politiques publiques reconnaissent leur légitimité plutôt que de les traiter comme des obstacles à la modernisation.

Cette dialectique protection-exposition de l'enclavement est analytiquement importante parce qu'elle refuse de traiter la géographie centrafricaine comme un obstacle univoque au développement. Elle suggère au contraire que certaines des ressources nécessaires à une bifurcation développementale endogène résident précisément dans les territoires que l'enclavement a partiellement protégés de la prédation la plus intense, et que des stratégies de développement qui valoriseraient ces ressources locales plutôt que de chercher à surmonter l'enclavement par une intégration plus profonde dans l'économie mondiale pourraient offrir des perspectives plus prometteuses que les approches développementalistes standard.

L'enclavement centrafricain est une construction politique historiquement produite autant qu'une contrainte géographique. Ses effets sur la formation étatique sont structurants : fragilité fiscale, incapacité de contrôle territorial, vides de gouvernance et alimentent directement la logique de la centralité périphérique. Il génère par ailleurs des rentes logistiques captées par des acteurs intermédiaires, tout en préservant paradoxalement des ressources endogènes que des stratégies de développement alternatives pourraient mobiliser.

2.2. La position de carrefour et ses implications géopolitiques

2.2.1. La valeur de carrefour : géographie de la surveillance et de la projection de force

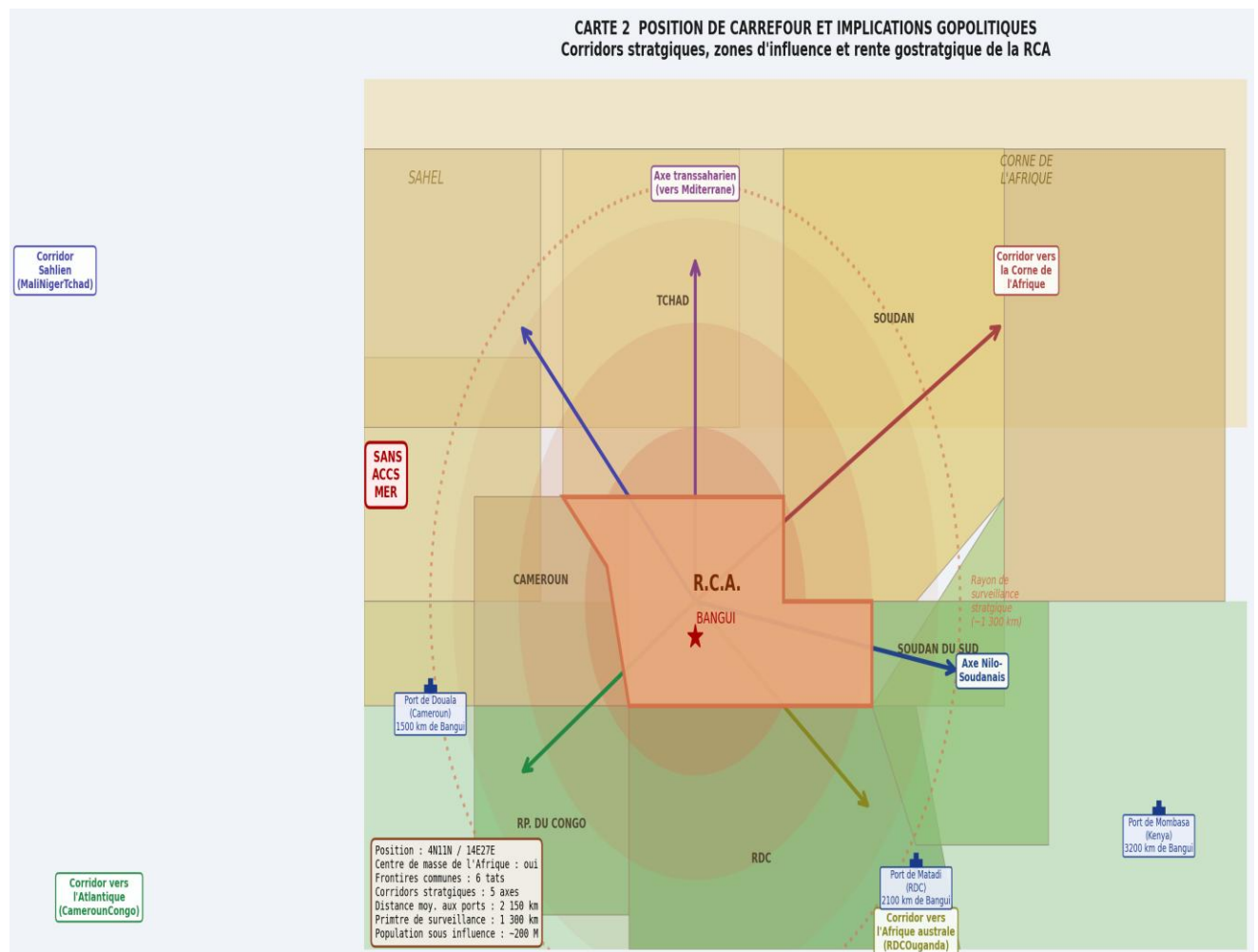
Si l'enclavement constitue la face contraignante de la géographie centrafricaine, la position de carrefour en constitue la face valorisante celle qui génère la rente géostratégique analysée théoriquement dans le chapitre 1. La RCA partage ses frontières avec six États aux configurations politiques très différentes : le Cameroun, le Tchad, le Soudan, le Soudan du Sud, la République Démocratique du Congo et la République du Congo. Cette configuration frontalière fait de la RCA un espace d'interface entre plusieurs zones géopolitiques majeures : le Sahel instable, le bassin du Congo aux immenses ressources, les régions soudanaises en recomposition et les corridors migratoires reliant l'Afrique orientale à l'Afrique occidentale. La surveillance de ces interfaces constitue un enjeu stratégique de premier plan pour les puissances régionales et mondiales qui cherchent à anticiper et contrôler les flux de personnes, de ressources, d'armes et d'informations qui traversent cet espace.

Patrice Gourdin (2013) a documenté la manière dont cette valeur de surveillance a été exploitée par la France pendant la Guerre froide : la RCA constitue une base de renseignement permettant

de surveiller les activités soviétiques et libyennes dans la région, et une plateforme logistique pour les interventions militaires françaises au Tchad et en Afrique équatoriale.

La notion de vision géopolitique pratique développée par Ó Tuathail (1996) est utile pour comprendre comment cette valorisation de la position centrafricaine a été construite discursivement : les représentations géopolitiques françaises définissaient la RCA comme un pivot indispensable du dispositif défensif en Afrique centrale, légitimant ainsi une présence militaire dont les bénéfices économiques accés aux ressources minières, marchés captifs pour les exportations françaises étaient systématiquement dépolitisés.

Carte 2 : Position de carrefour et implications géopolitiques



Sources : UA (2025), Gourdin (2013), données portuaires CNUCED (2024), corridors transport CEMAC. Élaboration : Yapele Max Rufin, 2025.

Tableau 2 : Corridors stratégiques et distances

Corridor / Axe	Direction	Distance (km)	Intérêt stratégique	Acteurs bénéficiaires
RN1 Bangui-Douala	Ouest (Cameroun)	1 500	Principal axe commercial / import-export	Transporteurs camerounais, importateurs RCA
Axe fluvial Oubangui	Sud (Congo/RDC)	1 800	Potentiel hydroélectrique régional	BAD, opérateurs fluviaux (sous-valorisé)
Corridor sahélien	Nord (Tchad/Mali)	800-1 200	Surveillance flux migratoires, armes	France (hist.), ONU, acteurs sécuritaires
Axe Nilo-Soudanais	Nord-est (Soudan)	1 100	Renseignement, trafics transfrontaliers	Soudan, acteurs armés, réseaux Wagner
Corridor équatorial	Est (Sd du Sud/Ouganda)	2 000	Connexion Afrique est-centrale	ONU (Juba), opérations humanitaires
Axe atlantique-Indien	Transit continental	3 200-4 500	Projection de force intercontinentale	Grandes puissances (surveillance)

Ports d'accès (transit)	Distance depuis Bangui / Coût estimé	Contrainte logistique principale
Douala (Cameroun)	1 500 km — 6-8 jours de transit	Route RN1 partiellement dégradée, taxes informelles
Pointe-Noire (Congo)	1 800 km — voie fluviale Oubangui	Tirant d'eau saisonnier, monopole opérateur
Matadi (RDC)	2 100 km — voie mixte route/fleuve	Insécurité transfrontalière, instabilité RDC
Mombasa (Kenya)	3 200 km — hypothétique (Soudan du Sud)	Conflit actif au Soudan du Sud

La position de carrefour génère une rente géostratégique (valeur stratégique de la position perçue par les puissances extérieures) qui dépasse largement la seule dimension logistique. Les 5 corridors identifiés correspondent aux 5 vecteurs d'intérêt stratégique des puissances présentes en RCA depuis 1960. La non-mobilisation du corridor fluvial de l'Oubangui illustre le paradoxe de l'abondance fragmentée : le principal axe de désenclavement potentiel demeure structurellement sous-développé.

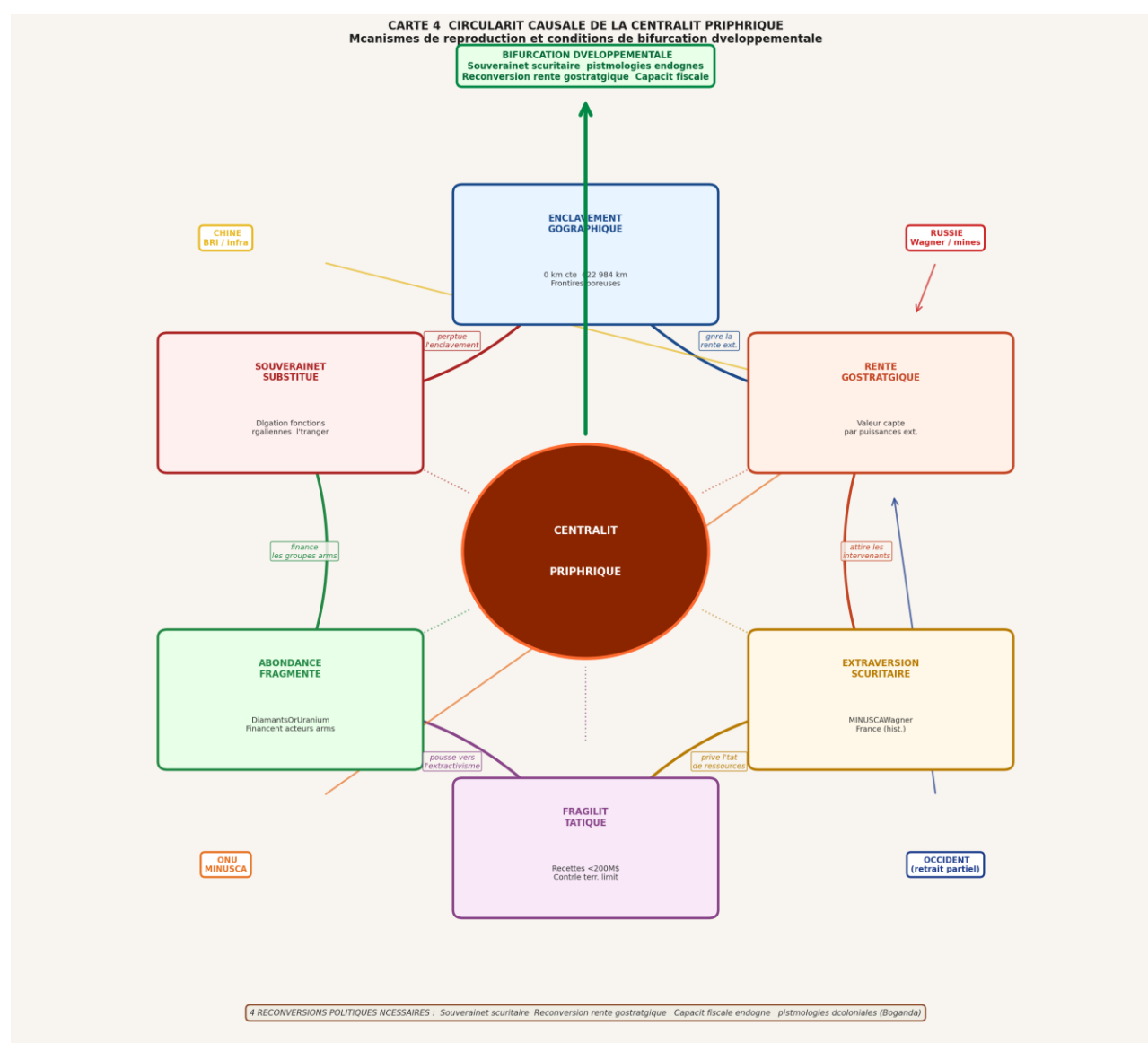
2.2.2. La porosité des frontières comme multiplicateur de vulnérabilité

La position de carrefour implique cependant une conséquence structurellement déstabilisatrice : la porosité des frontières. Avec 5 203 km de frontières terrestres traversant des zones majoritairement non gouvernées, la RCA est structurellement incapable de contrôler les flux transfrontaliers personnes, armes, ressources, combattants qui alimentent ses conflits internes. Les groupes armés centrafricains ont des connexions transnationales avec des réseaux soudanais, tchadiens et congolais qui leur fournissent recrutement, financement et refuges. Les réseaux de trafic de diamants, d'or, de bois et de faune sauvage empruntent des corridors transfrontaliers que les États riverains régulent selon leurs propres intérêts, souvent au détriment de la RCA.

Cette porosité des frontières est elle-même une construction politique : elle résulte de la faiblesse des capacités de contrôle frontalier de l'État centrafricain qui découle à son tour de la

faiblesse fiscale produite par l'enclavement. Il y a donc une causalité circulaire entre les différentes dimensions de la centralité périphérique centrafricaine : l'enclavement fragilise l'État, la fragilité de l'État rend les frontières poreuses, la porosité des frontières alimente les conflits, les conflits approfondissent la faiblesse de l'État et justifient les interventions étrangères qui captent la rente géostratégique, ce qui prive l'État des ressources nécessaires à la reconstruction de ses capacités. Rompre ce cercle vicieux exige d'intervenir simultanément sur plusieurs de ses nœuds, ce qu'aucune des stratégies d'intervention internationale déployées jusqu'ici n'a cherché à faire de manière cohérente.

Carte 4 : Circularité causale de la centralité périphérique



Source : élaboration théorique à partir de Bayart (1989, 2006), Wallerstein (1974), Herbst (2000), Collier (2007), Evans (1995). Yapele Max Rufin, 2025.

Tableau 3 : synthèse des six nœuds causaux et de leurs interconnexions

Nœud causal	Mécanisme central	Cause de...	Effet de...
Enclavement géographique	Fragilité fiscale et militaire	Rente géostratégique (accès convoité)	Souveraineté substituée
Rente géostratégique	Captation externe de la valeur spatiale	Extraversion sécuritaire (offre d'appui extérieur .)	Enclavement (sous-investissement interne)
Extraversion sécuritaire	Délégation fonctions régaliennes	Fragilité étatique (ressources captées)	Rente géostratégique (présence justifiée)
Fragilité étatique	Incapacité fiscale et de contrôle territorial	Abondance fragmentée (État ne taxe pas)	Extraversion sécuritaire (État cherche appui)
Abondance fragmentée	Finance acteurs armés, pas l'État	Souveraineté substituée (État délégation.)	Fragilité étatique (conflit perpétué)
Souveraineté substituée	Dépendance institutionnelle structurelle	Enclavement (pas d'investissement)	Abondance fragmentée (ressources extérieures.)

2.2.3. La centralité régionale comme levier non mobilisé

La position de carrefour de la RCA constitue pourtant un potentiel non mobilisé pour des formes de développement endogène. L'État centrafricain disposant de capacités institutionnelles suffisantes pourrait tirer parti de sa position pour développer des services logistiques régionaux transit, entreposage, traitement qui valoriseraient la rente de position au bénéfice des populations plutôt que de la laisser capter par des acteurs extérieurs. La navigation fluviale sur l'Oubangui qui constitue l'axe de communication naturel entre la RCA et les pays côtiers, est structurellement sous-développée par rapport à son potentiel. Le développement d'une zone économique régionale articulée autour de Bangui carrefour entre les systèmes de communication camerounais, congolais et soudanais est une perspective envisagée dans les plans de développement officiels sans jamais avoir bénéficié des investissements nécessaires à sa concrétisation.

La réalisation de ce potentiel de centralité régionale positive est cependant conditionnée par une stabilité politique et sécuritaire que la centralité périphérique, dans sa configuration actuelle, rend précisément impossible. Il s'agit d'un nœud de contradiction structurelle : les ressources nécessaires à la transformation de la centralité périphérique en centralité développementale ne peuvent être mobilisées qu'à condition que la centralité périphérique ait déjà été partiellement dépassée. C'est pourquoi la réflexion sur les bifurcations possibles doit articuler les dimensions sécuritaires, institutionnelles et économiques dans un cadre stratégique intégré, plutôt que de les traiter séquentiellement comme le font les approches développementalistes dominantes.

La position de carrefour régional de la RCA génère une rente géostratégique historiquement captée par des puissances extérieures, tout en produisant une vulnérabilité spécifique liée à la porosité des frontières et aux flux déstabilisateurs qu'elle facilite. Elle constitue simultanément un potentiel de développement endogène non mobilisé dont la réalisation est conditionnée par

une stabilité sécuritaire que la logique actuelle de la centralité périphérique rend structurellement improbable à court terme.

2.3. Les ressources naturelles comme géographie du conflit

2.3.1. La géopolitique des ressources : du potentiel à la malédiction

Le sous-sol centrafricain recèle un patrimoine minéral d'une richesse considérable : diamants gemmes et industriels, or alluvionnaire et filonien, uranium, cobalt, manganèse, fer, ainsi qu'un potentiel en hydrocarbures partiellement exploré. À ces richesses minérales s'ajoutent un couvert forestier tropical d'importance mondiale les forêts du bassin du Congo constituent le deuxième poumon vert de la planète après l'Amazonie et un réseau hydrographique dense à fort potentiel hydroélectrique. Cette abondance de ressources naturelles contraste saisissant avec la pauvreté extrême des populations centrafricaines, constituant ce que nous avons désigné comme le paradoxe de l'abondance fragmentée.

Philippe Le Billon (2001) a théorisé la géopolitique des ressources en montrant que les types de ressources naturelles disponibles dans un espace donné structurent les motivations et les territorialités des acteurs armés d'une manière spécifique. Les ressources concentrées et facilement captables comme les diamants primaires dans des kimberlites bien délimitées favorisent les coups d'État et les guerres pour le contrôle de l'État. Les ressources diffuses et facilement pillables comme les diamants alluviaux ou l'or artisanal favorisent les conflits décentralisés, les guérillas et la fragmentation des acteurs armés. La géologie centrafricaine, qui combine les deux types de ressources, produit un espace conflictuel particulièrement complexe où les logiques de conflit centralisé et décentralisé coexistent et s'alimentent mutuellement.

2.3.2. Les diamants et l'or : économies de guerre et circuits d'exportation

Les diamants centrafricains constituent historiquement la ressource la plus directement liée aux dynamiques de conflit. Leur présence dans les régions de Haute-Kotto, Vakaga et Ouaka zones de forte insécurité n'est pas fortuite : la concentration de groupes armés dans ces régions répond précisément à la logique de contrôle des zones diamantifères. Le système de certification du Processus de Kimberley, créé pour endiguer le commerce des diamants de conflit, a largement échoué à certifier les diamants centrafricains depuis 2013, la RCA ayant été suspendue du schéma de certification suite à la prise de pouvoir de la Séléka. Cette suspension a eu l'effet paradoxal de pousser le commerce diamantaire vers des circuits de contrebande encore moins contrôlables, renforçant ainsi la financiarisation des groupes armés que le Processus de Kimberley était censé assécher.

L'or artisanal occupe une position différente dans l'économie politique des conflits centrafricains : plus diffus géographiquement, il est exploité par des dizaines de milliers d'orpailleurs artisanaux dont les activités constituent souvent la principale source de revenus dans des zones rurales dépourvues d'alternatives économiques. Les groupes armés taxent systématiquement ces activités d'orpaillage, transformant les zones aurifères en espaces de gouvernance de la violence au sens de Vlassenroot et Raeymaekers (2004) : des territoires où des acteurs armés exercent des fonctions de régulation économique protection, perception de taxes, résolution de conflits qui remplissent des fonctions étatiques en l'absence de l'État.

2.3.3. L'uranium et le bois : rentes stratégiques et prédation durable

L'uranium centrafricain mérite une attention particulière parce qu'il constitue la ressource dont la valorisation géopolitique est la plus directement liée à la rente géostratégique captée par des puissances étrangères. Sa présence dans les régions de Bakouma et de Ndassima a constitué un facteur décisif de l'intérêt stratégique français pendant les décennies de développement du programme nucléaire civil et militaire de la France : les entreprises françaises du secteur nucléaire ancêtres de l'actuel groupe Orano ont exploré et partiellement exploité les gisements centrafricains dans le cadre d'accords de coopération qui réservaient à la France un accès préférentiel à cette ressource stratégique. Le désinvestissement relatif de Paris dans la RCA à partir des années 1990 a coïncidé avec la diversification des approvisionnements français en uranium Niger, Kazakhstan, Canada, Australie et la diminution relative de la dépendance vis-à-vis des gisements centrafricains. Cette corrélation illustre la volatilité caractéristique de la rente géostratégique : sa valeur pour une puissance donnée décline dès lors que cette puissance trouve des substituts moins coûteux politiquement.

L'exploitation forestière constitue une autre dimension de la géographie des ressources centrafricaines dont les logiques de captation externe méritent d'être analysées. La forêt équatoriale du sud-ouest centrafricain fait l'objet d'une exploitation industrielle par des entreprises dont les concessions couvrent des superficies considérables. Les redevances forestières constituent une source significative de revenus pour l'État centrafricain, mais leur niveau reflète des rapports de négociation fortement asymétriques entre un État fragilisé et des entreprises disposant de ressources juridiques et politiques considérables. La déforestation associée à cette exploitation industrielle a des effets environnementaux et sociaux durables sur les communautés riveraines dont les modes de vie dépendent de l'intégrité forestière, sans que des mécanismes de redistribution équitable aient été institués.

Mise en perspective avec les analyses précédentes, la géographie des ressources naturelles centrafricaines confirme et enrichit le concept de centralité périphérique : chaque type de ressource : diamants, or, uranium, bois génère ses propres logiques de captation externe, ses propres acteurs prédateurs et ses propres mécanismes d'exclusion des populations locales des bénéfices de l'exploitation. La diversité des ressources et de leurs logiques de captation produit une fragmentation des intérêts extérieurs qui rend la constitution d'un front commun de résistance à la prédation particulièrement difficile pour un État centrafricain aux capacités institutionnelles limitées.

La géographie des ressources naturelles centrafricaines est une géographie du conflit structurée par la logique de Le Billon : chaque ressource génère des territorialités conflictuelles spécifiques dont la superposition produit un espace politique fragmenté et difficile à gouverner. L'abondance fragmentée constitue le mécanisme central par lequel la richesse du territoire centrafricain se retourne contre la construction d'un État efficace, en alimentant les financements des acteurs armés et en justifiant les présences étrangères qui captent la rente géostratégique.

Les trois sections de cette partie ont mis en évidence la cohérence interne de la centralité périphérique centrafricaine comme configuration géographiquement déterminée. L'enclavement fragilise la formation de l'État en privant celui-ci des capacités fiscales, militaires et administratives nécessaires au contrôle territorial. La position de carrefour génère une rente géostratégique que des acteurs extérieurs captent systématiquement, tout en produisant une porosité frontalière qui alimente les conflits armés. Les ressources naturelles abondantes et dispersées financent des acteurs armés non étatiques et justifient des présences étrangères dont les intérêts extractivistes renforcent la dépendance. Ces trois dimensions ne sont pas

indépendantes : elles forment un système dont chaque élément conditionne les autres, produisant une configuration de centralité périphérique d'une remarquable stabilité structurelle.

Ce constat de stabilité structurelle ne conduit pas à un déterminisme géographique que le cadre théorique du chapitre 1 a précisément exclu. Il invite plutôt à prendre au sérieux la complexité des interventions nécessaires pour dénouer une configuration dont les ressorts sont multiples et s'alimentent mutuellement. Les approches sectorielles : réforme de la gouvernance, développement économique, stabilisation sécuritaire qui traitent séquentiellement des problèmes structurellement interdépendants sont condamnées à l'inefficacité tant qu'elles n'intègrent pas une lecture des mécanismes de captation externe qui reproduisent la centralité périphérique.

L'analyse géographique et structurelle conduite dans ce chapitre a cependant un angle mort qu'il est nécessaire de combler pour rendre compte de la trajectoire centrafricaine contemporaine : elle décrit les conditions structurelles de la centralité périphérique sans analyser les acteurs qui en bénéficient et les stratégies qu'ils déploient pour la reproduire. C'est précisément l'objet de la section suivante, qui examine la recomposition des rivalités géopolitiques dans l'espace centrafricain depuis 2013 le moment où la centralité périphérique a été réactivée après deux décennies de marginalisation relative et les stratégies des acteurs multipolaires qui se disputent la rente géostratégique centrafricaine dans le nouvel ordre mondial en formation.

La section 3, la recomposition multipolaire et les rivalités géostratégiques dans l'espace centrafricain engage l'analyse au niveau des acteurs et de leurs stratégies. Partant du constat que la crise centrafricaine de 2013 a réactivé la rente géostratégique du territoire en le transformant en terrain d'affrontement indirect entre puissances, il examine la RCA comme laboratoire de la recomposition post-unipolaire mondiale : un espace où la Russie, la Chine, la France et les États-Unis testent des modèles de présence et d'influence dont les logiques propres sont souvent antinomiques avec le développement des populations centrafricaines. Il analyse ensuite en détail le modèle russe d'extraction militarisée combinant présence paramilitaire, exploitation minière et influence informationnelle comme forme contemporaine de la souveraineté rentière. Il interroge enfin les dynamiques chinoises et occidentales comme formes de concurrence asymétrique dont la résultante nette est une intensification de la captation externe de la rente géostratégique centrafricaine, indépendamment des discours de coopération et de développement qui les habillent.

III. La recomposition multipolaire et les rivalités géostratégiques dans l'espace centrafricain

La section précédente a mis en évidence les conditions géographiques et structurelles de la centralité périphérique centrafricaine. Ces conditions sont nécessaires à la compréhension de la trajectoire de la RCA, mais elles ne sont pas suffisantes : elles décrivent le terrain sur lequel s'exercent des rapports de force sans analyser les acteurs qui les produisent, les stratégies qu'ils déploient et les transformations que ces stratégies impriment sur la configuration géopolitique de l'espace centrafricain. La présente section comble ce manque en opérant un glissement de l'analyse structurelle vers l'analyse stratégique, du plan des contraintes vers celui des agentivités.

La crise de 2013 constitue la rupture historique qui organise la chronologie de ce chapitre. Avant 2013, la RCA était un espace de faible priorité dans les stratégies des grandes puissances : la France avait progressivement réduit sa présence militaire directe depuis la fermeture des bases de Bouar et Bangui en 1998, les États-Unis n'y disposaient d'aucune présence significative, et la

Russie comme la Chine n'y avaient que des intérêts économiques limités. L'effondrement de l'État centrafricain sous les coups de la rébellion Séléka a brutalement réactivé la valeur stratégique du territoire en le transformant en espace de vide de puissance potentiellement déstabilisateur pour l'ensemble de la sous-région. Cette réactivation a déclenché une séquence de compétition géopolitique dont les effets structurent aujourd'hui profondément les possibilités de sortie de crise.

Cette section analyse cette compétition en trois séquences analytiques articulées. Elle commence par établir le concept de laboratoire géopolitique pour désigner les espaces où des puissances testent des modèles de présence et d'influence dans des conditions de faible résistance institutionnelle locale, et situe la RCA dans la dynamique de recomposition post-unipolaire mondiale. Il examine ensuite en détail le modèle russe, dont la présence paramilitaire par l'intermédiaire de groupe Wagner et ses structures successeurs constitue la manifestation la plus visible et la plus analysée de la rivalité géopolitique centrafricaine tout en montrant que sa logique fondamentale est celle de la souveraineté rentière : un échange de protection sécuritaire contre un accès aux ressources. Il analyse enfin les positions chinoises et occidentales, dont les logiques distinctes investissements infrastructurels pour Pékin, combinaison d'aide humanitaire et de maintien de la paix pour l'Occident constituent des formes de concurrence asymétrique dont la résultante est une intensification paradoxale de la dépendance centrafricaine.

Tout au long de cette partie, la notion de transition apparente guidera l'analyse : les discours des différents acteurs extérieurs parlent de coopération, de développement, de stabilisation, de transition démocratique. L'analyse sociologique a pour tâche de confronter ces discours aux pratiques effectives et d'identifier les mécanismes par lesquels des interventions présentées comme contribuant au développement centrafricain servent en réalité à reproduire la centralité périphérique au bénéfice de leurs initiateurs.

3.1. La République centrafricaine (RCA) comme laboratoire de la recomposition post-unipolaire

3.1.1. Le concept de laboratoire géopolitique : définition et portée

La notion de laboratoire géopolitique désigne des espaces où des puissances extérieures testent des doctrines d'intervention, des modèles de partenariat sécuritaire et des mécanismes d'extraction de ressources dans des conditions de faible résistance institutionnelle locale. Trois caractéristiques définissent un laboratoire géopolitique au sens analytique du terme. Premièrement, la faiblesse de l'État hôte fragilité institutionnelle, déficit de légitimité, incapacité militaire offre aux puissances intervenantes des marges de manœuvre que des États plus robustes refuseraient. Deuxièmement, la valeur stratégique du territoire position géographique, ressources naturelles, valeur de démonstration justifie pour les puissances le coût et le risque de l'intervention. Troisièmement, l'isolement relatif du théâtre d'opérations limite la visibilité internationale des pratiques déployées, réduisant les coûts réputationnels des interventions qui s'avéreraient contraires aux normes internationales déclarées.

La RCA remplit ces trois critères de manière presque idéale : son État est parmi les plus fragiles du continent, sa position géographique et ses ressources lui confèrent une valeur stratégique réelle, et son éloignement des grands centres médiatiques mondiaux lui assure une faible couverture journalistique qui réduit les coûts réputationnels des acteurs qui y opèrent. Elle a ainsi successivement servi de laboratoire pour la politique africaine française doctrine d'intervention directe, maintien de gouvernements clients, gestion des crises régionales pour la

politique de paix de l'ONU déploiement de missions multidimensionnelles de maintien de la paix dans un contexte de guerre civile active, et pour le modèle d'intervention russe en Afrique combinaison de présence militaire privée, d'extraction minière, de coopération sécuritaire et d'influence médiatique.

3.1.2. La recomposition post-unipolaire et la réactivation de la rente géostratégique centrafricaine

La recomposition de l'ordre international post-guerre froide vers un système multipolaire dont les marqueurs sont la montée en puissance de la Chine, la restauration des ambitions géopolitiques russes après la période Eltsine et la remise en question de l'hégémonie américaine a eu des effets profonds sur la géopolitique africaine et, en particulier, sur la valeur de la rente géostratégique centrafricaine. Pendant les années 1990-2000, la marginalisation relative de la RCA dans les stratégies des grandes puissances s'explique précisément par l'absence de rivalité géopolitique sérieuse sur le continent africain : en l'absence de compétiteur crédible, la France pouvait maintenir sa présence à moindre coût et l'Afrique centrale intéressait peu Washington et Moscou.

La réémergence de la Russie comme acteur géopolitique actif en Afrique à partir de 2014-2015 dans le contexte des sanctions occidentales liées à la crise ukrainienne et de la stratégie de diversification des partenariats menée par Moscou a radicalement transformé cette situation. En cherchant des points d'appui en Afrique pour contester l'influence occidentale et diversifier ses propres sources de revenus extractivistes, la Russie a identifié dans la RCA un terrain particulièrement favorable : un État fragilisé demandeur d'appui sécuritaire, un gouvernement désireux de s'affranchir de la tutelle française, des ressources minières significatives et une position stratégique dans un sous-continent d'importance croissante. Cette conjonction d'opportunités a déclenché un engagement russe dont l'Institut Mouton-Robert (2025) analyse la RCA comme l'une des pièces centrales du dispositif africain de Moscou.

3.1.3. Les séquences d'intervention : de la France à la MINUSCA, de la MINUSCA à Wagner

La trajectoire des présences étrangères en RCA depuis 2013 illustre la logique du laboratoire géopolitique dans sa dimension diachronique : chaque séquence d'intervention produit des effets structurants sur la suivante, de sorte que les acteurs qui interviennent en dernier bénéficient ou pâtissent des héritages laissés par leurs prédécesseurs. L'opération Sangaris déployée par la France en décembre 2013 pour endiguer la violence intercommunautaire a permis de stabiliser Bangui et les principales villes mais n'a pas résolu les causes profondes du conflit ni reconstruit les capacités de l'État centrafricain. Son retrait progressif, achevé en 2016, a laissé un vide sécuritaire que la MINUSCA s'est révélée incapable de combler seule, ce qui a créé les conditions favorables à l'entrée de Wagner.

L'entrée de Wagner en 2018, formalisée par des accords de coopération militaire russo-centrafricains, s'est présentée comme une réponse à ce vide sécuritaire. Elle a bénéficié du discrédit relatif de la présence française alimenté par des années de rhétorique anti-Françafrique et de la frustration des autorités centrafricaines face à l'incapacité de la MINUSCA à assurer leur protection. En se positionnant comme un partenaire sécuritaire efficace et sans conditionnalités démocratiques, Wagner a offert au gouvernement Touadéra une alternative aux partenaires occidentaux dont les exigences de gouvernance étaient perçues comme une ingérence. Cette séquence illustre comment la compétition géopolitique entre puissances crée pour les gouvernements africains fragiles des marges de manœuvre apparentes qui leur permettent de

jouer les partenaires les uns contre les autres sans pour autant modifier fondamentalement la structure de la dépendance.

La RCA constitue un laboratoire géopolitique au sens précis du terme : la conjonction de fragilité étatique, de valeur stratégique et d'isolement médiatique en fait un terrain où les puissances testent des modèles d'intervention à moindre coût réputationnel. La recomposition post-unipolaire a réactivé la rente géostratégique centrafricaine en transformant le pays en terrain de compétition entre puissances, sans que cette réactivation se traduise par un bénéfice développemental pour ses populations.

3.2. L'extraction militarisée et la souveraineté rentière

3.2.1. Le modèle Wagner : anatomie d'une présence paramilitaire extractiviste

La présence du groupe Wagner en RCA consolidée entre 2018 et 2023 avant d'être partiellement reconfigurée par la mort de Prigojine constitue la manifestation la plus documentée et la plus analysée de la rivalité géopolitique dans l'espace centrafricain. Elle mérite cependant une analyse sociologique qui dépasse la seule dimension sécuritaire pour en saisir la logique économique et politique globale. Le modèle Wagner en RCA ne se réduit pas à la provision de services militaires : c'est un dispositif intégré de capture des ressources de l'État centrafricain qui combine trois dimensions indissociables.

La première dimension est militaro-sécuritaire : des centaines de contractants russes assurent la garde rapprochée du président Touadéra, participent aux opérations militaires contre les groupes armés, forment les Forces armées centrafricaines (FACA) et fournissent des capacités logistiques et de renseignement que l'État centrafricain est incapable de produire endogènement. Cette dimension est présentée dans les discours officiels comme de la coopération militaire bilatérale ce qui lui donne une apparence de légitimité juridique dans le cadre du droit international.

La deuxième dimension est extractiviste : des sociétés paravents liées à Wagner Lobaye Invest, Sewa Securities, Midas Ressources ont obtenu des concessions minières dans les régions aurifères et diamantifères de la RCA, exploitant ces ressources au profit d'acteurs russes sans mécanisme de redistribution vers l'État centrafricain ou les populations locales. Cette dimension économique est la logique fondamentale de la présence de Wagner : la protection militaire est le prix payé pour l'accès aux ressources, et la souveraineté centrafricaine sur ses ressources naturelles est cédée de facto en échange d'une sécurité que l'État ne peut produire lui-même.

La troisième dimension est informationnelle : Wagner a déployé en RCA un dispositif d'influence médiatique sophistiqué production de contenus pro-russes et anti-français dans les réseaux sociaux locaux, financement de médias, formation de journalistes qui contribue à légitimer la présence russe et à délégitimer les partenaires occidentaux. Ce dispositif informationnel a eu des effets réels sur l'opinion publique centrafricaine et a contribué à l'expulsion effective de plusieurs ONG françaises et à la dégradation des relations diplomatiques franco-centrafricaines.

3.2.2. La souveraineté substituée : quand la protection devient dépendance

Le concept de souveraineté substituée désigne la configuration dans laquelle un État formellement souverain délègue à des acteurs étrangers les fonctions régaliennes qui définissent la souveraineté effective : monopole de la violence légitime, contrôle territorial, protection des populations en échange d'une légitimation internationale et d'un accès aux ressources qu'il ne peut garantir seul. Cette configuration se distingue de la simple dépendance sécuritaire : elle implique une cession active et négociée d'attributs de la souveraineté effective qui va au-delà de la contrainte imposée.

Dans le cas centrafricain, la souveraineté substituée prend une forme particulièrement achevée parce qu'elle combine trois niveaux de substitution simultanés. La MINUSCA se substitue à l'État centrafricain pour la protection des civils et la surveillance des droits de l'homme. Les forces russes se substituent à lui pour la protection du gouvernement et les opérations militaires contre les groupes armés. Les sociétés extractivistes étrangères se substituent à lui pour la valorisation des ressources naturelles. Le résultat est un État dont la souveraineté nominale est préservée dans toutes ses dimensions formelles : siège aux Nations Unies, représentations diplomatiques, constitution et institutions mais dont la souveraineté effective est exercée par des acteurs étrangers poursuivant des intérêts qui ne coïncident qu'occasionnellement avec ceux des populations centrafricaines.

3.2.3. La recomposition post-Wagner : continuité structurelle sous formes renouvelées

La mort de Yevgeny Prigojine en août 2023 dans un accident d'avion largement attribué aux services de renseignement russes et la dissolution officielle du groupe Wagner ont entraîné une recomposition organisationnelle de la présence paramilitaire russe en Afrique sans en modifier la logique fondamentale. Les sociétés Redut, Convoy et Africa Corps ont pris le relais dans différents théâtres africains, y compris en RCA, en maintenant les intérêts stratégiques et économiques russes tout en réduisant la visibilité institutionnelle associée à la marque Wagner. Pour l'analyse de la centralité périphérique centrafricaine, cette recomposition est analytiquement révélatrice : elle confirme que la présence paramilitaire russe n'était pas un phénomène lié à la personnalité de Prigojine ou aux structures spécifiques de Wagner, mais l'expression d'une stratégie russe en Afrique dont les fondements géopolitiques et économiques persistent indépendamment des acteurs qui l'opèrent. La continuité structurelle de la présence russe sous des formes organisationnelles renouvelées illustre précisément la logique de la rente géostratégique : tant que la valeur stratégique de la position centrafricaine demeure et que les conditions d'accès restent favorables, des acteurs disposant des ressources nécessaires chercheront à occuper cet espace, quelles que soient les formes institutionnelles qu'ils adopteront.

Le modèle Wagner en RCA constitue une forme contemporaine et particulièrement achevée d'extraction militarisée : la provision de services sécuritaires à un État incapable de les produire endogènement ouvre un accès aux ressources naturelles dont la valeur excède le coût de l'intervention. La souveraineté substituée qui en résulte préserve la légitimité formelle de l'État centrafricain tout en vidant son contenu effectif, perpétuant la logique de la centralité périphérique sous des formes institutionnellement renouvelées.

3.3. Les dynamiques chinoises et occidentales : concurrences asymétriques

3.3.1. La présence chinoise : investissements infrastructurels et logique de long terme

La présence chinoise en RCA s'inscrit dans le cadre de la stratégie africaine globale de la Chine, articulée autour de la Belt and Road Initiative et de la politique d'engagement économique du Forum sur la Coopération Sino-Africaine (FOCAC). Deborah Brautigam (2009) a montré que cette stratégie n'est pas réductible à la prédation extractiviste que lui attribuent les analyses occidentales les plus simplistes : elle répond à une logique commerciale diversifiée, combinant accès aux ressources naturelles, débouchés pour les exportations chinoises, marchés pour les firmes chinoises de construction et constitution de réseaux d'influence politique à long terme.

En RCA, la présence chinoise se traduit par des investissements dans les infrastructures : routes, bâtiments administratifs, stade de Bangui qui constituent des biens publics visibles à fort impact symbolique, et par des participations dans les secteurs forestier et minier. La Chine investit massivement dans l'éducation, la construction, le secteur pétrolier, minier et forestier africain, selon une logique qui priorise l'accès aux ressources et la constitution de réseaux d'influence à long terme sur la conditionnalité politique à court terme. Cette approche non conditionnelle l'absence d'exigences formelles en matière de gouvernance démocratique ou de droits de l'homme constitue un avantage comparatif aux yeux des gouvernements africains fragilisés vis-à-vis des partenaires occidentaux dont les exigences de conditionnalité sont perçues comme une ingérence dans les affaires intérieures.

La stratégie chinoise se distingue cependant de la présence russe par l'absence d'engagement militaire direct. Pékin laisse à d'autres acteurs : la MINUSCA, les forces russes, les États riverains le soin de gérer les risques sécuritaires, tout en se positionnant pour bénéficier de la stabilisation éventuelle. Cette position de bénéficiaire différé du risque sécuritaire pris par d'autres acteurs constitue une forme particulièrement efficace de capture de la rente géostratégique : la Chine bénéficie de la présence sécuritaire d'autres acteurs sans en supporter les coûts politiques et financiers.

3.3.2. Le désengagement français et la guerre des récits

La recomposition de la présence française en RCA depuis 2016 constitue une séquence analytiquement riche pour comprendre les mécanismes par lesquels la rente géostratégique change de bénéficiaires sans que la structure fondamentale de la captation soit modifiée. Le retrait progressif des forces françaises fermeture de la base de Bouar dès 1998, retrait de Sangaris en 2016, dégradation des relations diplomatiques après 2018 résulte d'une combinaison de facteurs : coût croissant de la présence militaire sans résultats stabilisateurs tangibles, discrédit de la Françafrique dans l'opinion publique française et africaine, et offensive informationnelle russe qui a contribué à alimenter un sentiment anti-français dans la population centrafricaine.

Le Crisis Group (2024) documente comment l'arrivée annoncée d'acteurs privés américains en RCA notamment la société Bancroft Global Development a immédiatement déclenché une campagne médiatique d'opposition orchestrée par des réseaux d'influence liés à la Russie, illustrant la dimension informationnelle de la rivalité géopolitique centrafricaine. Cette guerre des récits se déroule sur plusieurs fronts simultanés : médias sociaux locaux, presse nationale, réseaux diplomatiques et institutions internationales. Son enjeu est précisément la légitimité des différentes présences étrangères aux yeux de la population centrafricaine légitimité dont dépend la durabilité des partenariats sécuritaires et économiques qui permettent la captation de la rente géostratégique.

3.3.3. La MINUSCA et les organisations internationales : gouvernance externalisée et dépendance institutionnelle

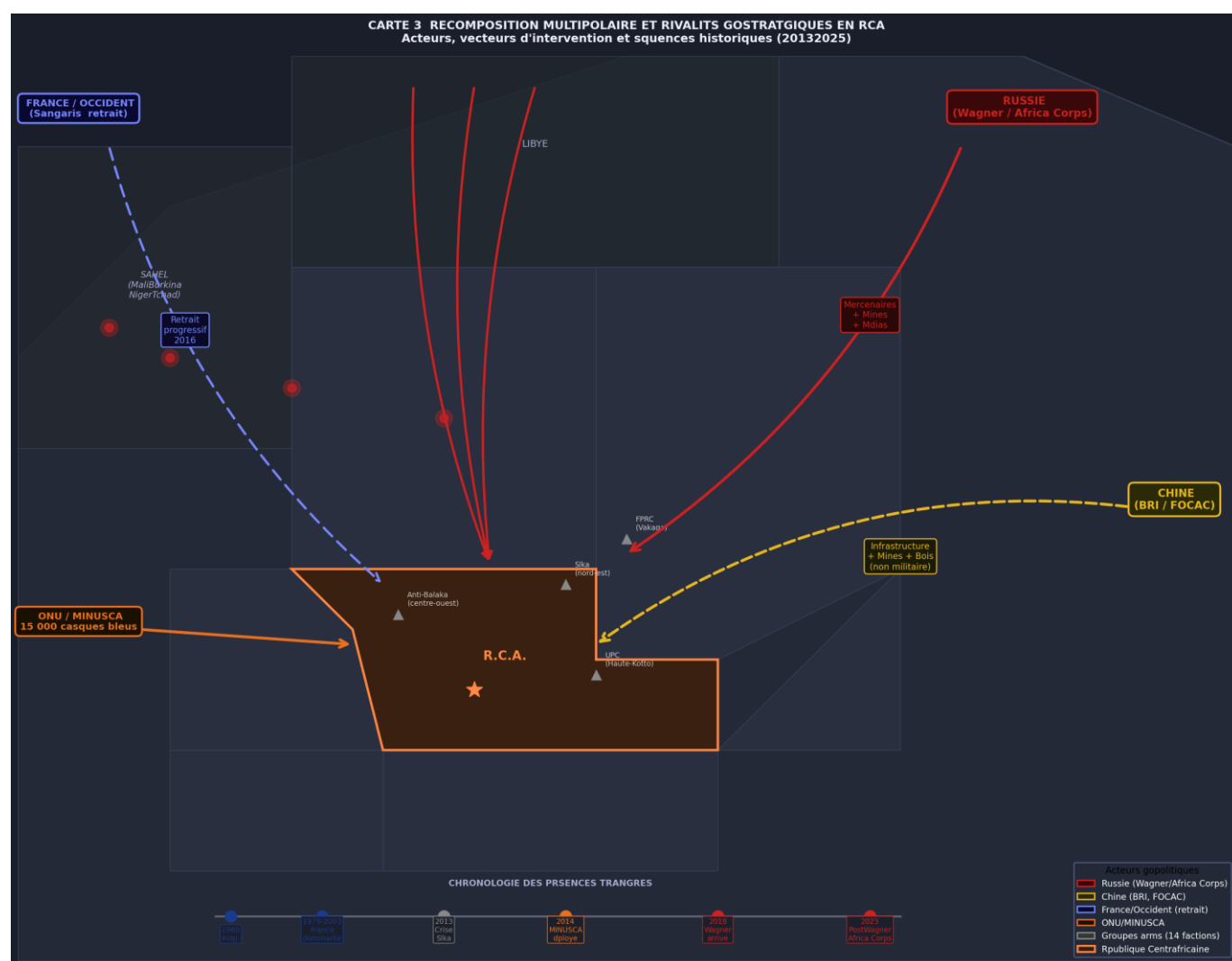
La Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation en RCA (MINUSCA), déployée depuis 2014 avec des effectifs dépassant 15 000 personnels constitue la présence internationale la plus volumineuse et la plus coûteuse dans l'espace centrafricain. Son mandat est ambitieux : protection des civils, appui aux processus politiques, réforme du secteur de la sécurité, protection des droits de l'homme, désarmement des groupes armés. Une décennie de déploiement a cependant produit des résultats mitigés qui invitent à interroger la nature de la gouvernance que la MINUSCA exerce et les effets de sa présence sur la construction d'un État centrafricain souverain.

La présence de la MINUSCA génère une économie de présence internationale : emplois, locations immobilières, services aux personnels, sous-traitance locale qui constitue une source significative de revenus pour certains segments de la population de Bangui. Cette économie crée des intérêts objectifs dans la perpétuation de la situation de crise gérée qui justifie le déploiement de la mission, illustrant le paradoxe de la gouvernance externalisée : les acteurs qui bénéficient de la présence internationale n'ont pas nécessairement intérêt à la construction d'un État centrafricain efficace qui rend cette présence superflue. La MINUSCA n'est pas seulement un dispositif de sécurité ; c'est une économie politique dont les effets structurants sur les hiérarchies sociales centrafricaines méritent une analyse rigoureuse que les rapports institutionnels ne fournissent pas.

Au terme de l'analyse des trois acteurs extérieurs principaux : Russie, Chine, Occident une convergence structurelle se dégage malgré la diversité de leurs approches et de leurs discours. Chacun d'eux tire profit, selon des modalités différentes, de la centralité périphérique centrafricaine : la Russie par l'extraction militarisée, la Chine par les investissements infrastructurels à fort retour extractiviste, les acteurs occidentaux par la gouvernance externalisée qui légitime leur présence tout en perpétuant la dépendance. Ces logiques concurrentes se combinent pour produire un système de captation multi-acteurs dont la résultante nette est la reproduction de la centralité périphérique au-delà des alternances d'influence entre puissances.

Les dynamiques chinoises et occidentales constituent des formes de concurrence asymétrique dont la logique profonde est identique à celle de la présence russe : tirer parti de la centralité géopolitique de la RCA pour y maximiser des intérêts propres sous couvert de coopération, développement ou maintien de la paix. La diversité des formes d'intervention militaro-extractiviste pour la Russie, infrastructuro-commerciale pour la Chine, humanitaro-sécuritaire pour l'Occident ne modifie pas la structure fondamentale de la captation externe de la rente géostratégique centrafricaine.

Carte 3 : Recomposition multipolaire et rivalités géostratégiques en RCA : acteurs, vecteurs d'intervention, zones d'influence et chronologie (2013–2025)



Sources : ICG (2024), Institut Montaigne (2025), CESA (2023), Vircoulon/IFRI (2022), Gourdin (2013). **Élaboration :** Yapele Max Rufin, 2026

Tableau : Matrice comparative des acteurs géopolitiques en RCA 2025

Acteur	Présence (effectifs)	Mode d'intervention	Ressource captée	Logique fondamentale	Statut 2025
RUSSIE (Wagner/ Africa Corps)	~2000 contractants	Paramilitaire extractiviste +	Or, diamants, uranium	Extraction militarisée, souveraineté rentière	Reconfiguration post-Prigojine
MINUSCA / ONU	15321 personnels	Maintien de paix multidimensionnel	Légitimité institutionnelle	Liberal peacebuilding (Barnett)	Mandat renouvelé nov. 2024
CHINE	~500 travailleurs BTP	Investissement infra. + mines	Bois, minerais, marché	Positionnement long terme (Brautigam)	Présence croissante
FRANCE (hist.)	0 (retrait 2016)	Militaire coopération +	Uranium, influence politique	Françafrique / pivot stratégique	Relations dégradées
ÉTATS-UNIS	Limité (Bancroft/ONG)	Opérateurs privés + aide	Influence politique	Containment influence russe	Pression diplomatique
GROUPE ARMÉS	~10000 combattants (14 factions)	Gouvernance territoriale	Taxes minières, commerces	Marché politique (de Waal)	Accord Khartoum 2019 partiel

Tableau : Chronologie des séquences d'intervention :1960-2025

Période	Acteur dominant	Modèle d'intervention	Effet sur la RCA	Rente géostratégique captée
1960-1990	France (Françafrique)	Présence militaire directe, bases Bouar/Bangui	Gouvernements clients, sous-développement	Pivot sahélien, uranium, influence régionale
1990-2013	France FMI/BM +	Retrait progressif + ajustement structurel	Vide de gouvernance, insécurité croissante	Rente dépréciée (post-Guerre froide)
2013-2014	Séléka (interne)	Coup d'État, effondrement État	Crise humanitaire majeure	Réactivation de la valeur stratégique
2014-2016	France (Sangaris) + ONU	Intervention humanitaire + MINUSCA	Stabilisation partielle Bangui	Légitimation institutionnelle
2018-2023	Russie (Wagner)	Extraction militarisée + influence médias	Souveraineté substituée, anti-occidentale	Or, diamants, position stratégique sahélienne
2023-2025	Russie (Africa Corps) + Chine	Reconfiguration paramilitaire + BRI	Approfondissement dépendance multipolaire	Rente géostrat. + ressources min. + influence

La recomposition multipolaire n'a pas modifié la structure fondamentale de la centralité périphérique : quel que soit l'acteur dominant, la logique de captation externe de la rente géostratégique centrafricaine demeure invariante. La diversification des acteurs depuis 2013 a paradoxalement renforcé la dépendance en multipliant les mécanismes de substitution de souveraineté. Seule une bifurcation simultanée sur les dimensions sécuritaire, institutionnelle et économique permettrait de rompre ce cycle.

Conclusion

Ce chapitre a analysé la recomposition des rivalités géopolitiques dans l'espace centrafricain comme processus dynamique dans lequel la rente géostratégique change de bénéficiaires sans que la structure fondamentale de la captation soit modifiée. La séquence française-MINUSCA-russe ne constitue pas une succession d'améliorations progressives des conditions de la gouvernance centrafricaine : elle représente une série de reconfigurations des modalités de la dépendance, chacune s'adaptant aux contraintes et aux opportunités du contexte géopolitique mondial contemporain.

Le concept de laboratoire géopolitique s'est révélé analytiquement fécond pour rendre compte de cette dynamique : la RCA est effectivement un espace où des modèles d'intervention la Françafrique, le maintien de la paix onusien, l'extraction paramilitaire russe, l'investissement infrastructurel chinois ont été testés avec une visibilité internationale réduite qui a facilité des pratiques difficilement acceptables sur des théâtres plus exposés. Les résultats de ces expériences ont alimenté les stratégies des acteurs concernés bien au-delà du seul territoire centrafricain : le modèle Wagner en RCA a servi de template pour les déploiements ultérieurs au Mali, au Burkina Faso et en Libye.

L'analyse de la recomposition multipolaire confirme et enrichit le concept de centralité périphérique en lui ajoutant une dimension temporelle : la valeur de la rente géostratégique centrafricaine n'est pas constante mais fluctue avec les configurations géopolitiques mondiales. Sa réactivation depuis 2013 a intensifié la compétition pour sa captation, sans que cette intensification se traduise par une amélioration des conditions de vie des populations centrafricaines au contraire. La multiplication des acteurs extérieurs en présence et la fragmentation des logiques d'intervention ont produit un espace politique centrafricain d'une complexité croissante, dans lequel les capacités de l'État centrafricain à imposer sa propre définition du développement national se sont encore affaiblies.

La question qui émerge de cette analyse est précisément celle à laquelle le chapitre suivant s'attache : dans ces conditions de compétition géopolitique intense et de dépendance structurelle profonde, quelles sont les modalités effectives de l'extraversion sécuritaire comme mode de gouvernance de l'État centrafricain, et quelles marges de manœuvre les acteurs centrafricains disposent-ils pour négocier les termes de leur insertion dans le système mondial ? La réponse à cette question conditionne la réflexion sur les possibilités d'une bifurcation développementale que les conclusions de l'ouvrage s'attachent à formuler.

Le chapitre 4 l'extraversion sécuritaire et la souveraineté substituée descend au niveau des mécanismes institutionnels et des pratiques politiques par lesquels l'État centrafricain reproduit sa propre dépendance. Il analyse la MINUSCA non plus seulement comme acteur externe mais comme composante intégrée d'une économie politique de la présence internationale dont les effets structurants sur les hiérarchies sociales centrafricaines sont rarement mis en évidence. Il examine les groupes armés comme acteurs de gouvernance territoriale dont les logiques économiques et politiques sont rationnelles dans leur contexte, plutôt que comme simples perturbateurs d'un ordre légitime. Il interroge enfin la nouvelle stratégie de défense nationale

centrafricaine (2024-2029) comme tentative de reconstitution d'une capacité sécuritaire endogène dans un contexte de dépendance structurelle profonde, et discute les conditions institutionnelles d'une souveraineté sécuritaire effective comme préalable à toute bifurcation développementale crédible.

IV. l'extraversion sécuritaire et la souveraineté substituée

Les sections précédentes ont établi les conditions géographiques et les dynamiques géopolitiques qui structurent la centralité périphérique centrafricaine. La section 2 a montré comment la configuration géographique de la RCA enclavement, position de carrefour, abondance minière dispersée produit des contraintes structurelles pour la formation d'un État efficace. La section 3 a analysé comment ces contraintes sont exploitées par des puissances extérieures dont la compétition multipolaire s'intensifie depuis 2013 sans bénéfice développemental pour les populations. Ces deux sections ont cependant traité l'État centrafricain principalement comme objet de forces extérieures. La présente section opère un glissement analytique nécessaire : il examine l'État centrafricain comme sujet politique, certes fragilisé et dépendant, mais doté d'une agentivité propre une capacité d'action, de négociation et d'adaptation dont les formes et les limites révèlent la logique profonde de la souveraineté substituée.

La notion de souveraineté substituée, introduite dans la section 3, est ici développée dans ses mécanismes institutionnels concrets. Elle désigne une configuration dans laquelle l'État centrafricain maintient une souveraineté formelle reconnue par le droit international, incarnée dans des institutions, représentée dans les enceintes multilatérales tout en cédant de facto les fonctions régaliennes les plus essentielles à des acteurs extérieurs dont les logiques propres ne coïncident qu'exceptionnellement avec les intérêts des populations centrafricaines. Cette cession n'est pas simplement imposée par la coercition extérieure ; elle est activement pratiquée par les élites centrafricaines elles-mêmes, conformément à la logique bayartienne de l'extraversion, parce qu'elle leur procure des ressources légitimation internationale, appui sécuritaire, accès à l'aide qu'elles ne pourraient obtenir autrement.

Trois acteurs institutionnels sont au cœur de ce chapitre. La MINUSCA, d'abord, dont la présence massifiée depuis 2014 a transformé l'économie politique de la gouvernance à Bangui sans résoudre les causes profondes de l'insécurité. Les groupes armés, ensuite, dont l'analyse comme acteurs de gouvernance territoriale et non simplement comme perturbateurs d'un ordre légitime révèle les logiques politiques et économiques rationnelles qui leur confèrent une durabilité que les opérations de désarmement successives n'ont pas entamée. La nouvelle stratégie de défense nationale (2024-2029), enfin, dont l'ambition souverainiste mérite d'être confrontée aux conditions institutionnelles et financières de sa mise en œuvre pour évaluer si elle constitue une bifurcation réelle ou une reconfiguration de la dépendance sous des formes renouvelées.

Cette section occupe une position charnière dans la structure de l'ouvrage : il complète l'analyse des mécanismes de reproduction de la centralité périphérique avant que la section 5 examine les ressources potentielles d'une bifurcation, et que la conclusion générale propose les conditions d'un dépassement de la configuration étudiée.

4.1. La MINUSCA comme dispositif de gouvernance internationalisée

4.1.1. La gouvernance externalisée : entre peacebuilding et reproduction de la dépendance

La Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation (MINUSCA) en République Centrafricaine a été déployée par la résolution 2149 du Conseil de sécurité en avril 2014, en remplacement de la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine (MISCA). Avec des effectifs dépassant 15 000 personnels militaires, policiers et civils et un budget annuel avoisinant 1,1 milliard de dollars, elle constitue l'une des missions de maintien de la paix les plus importantes et les plus coûteuses en cours de déploiement. Son mandat est multidimensionnel et ambitieux : protection des civils, appui aux processus de transition politique, réforme du secteur de la sécurité, désarmement-démobilisation-réintégration des combattants, protection des droits de l'homme, facilitation de l'aide humanitaire. Cette ambition multidimensionnelle traduit la doctrine contemporaine du « liberal peacebuilding » l'idée que la paix durable requiert non seulement la cessation des hostilités mais la construction d'institutions libérales, de marchés et d'une société civile capables de prévenir le retour au conflit.

Une décennie de déploiement de la MINUSCA invite cependant à une évaluation critique de cette doctrine dans le contexte centrafricain. Michael Barnett et Christoph Zürcher (2009) ont montré que les missions de maintien de la paix et les élites locales concluent souvent des arrangements implicites qui servent leurs intérêts réciproques au détriment de la construction institutionnelle effective : les élites locales obtiennent une légitimation internationale et des ressources financières, tandis que les acteurs internationaux peuvent afficher des indicateurs de progrès sans transformer les structures profondes du conflit. Cet arrangement tacite que les auteurs nomment le contrat du « peacebuilder » semble structurer les relations entre la MINUSCA et les autorités centrafricaines depuis le début du déploiement.

La persistance de l'insécurité dans de larges portions du territoire centrafricain après dix années de présence de la MINUSCA ne peut être attribuée à la seule complexité de la situation sécuritaire. Elle révèle également les limites structurelles d'une approche qui traite le maintien de la paix comme une expertise technique exportable, sans ancrage dans les dynamiques sociales et politiques locales. Séverine Autesserre (2010) a documenté de manière rigoureuse comment les cultures institutionnelles des organisations de maintien de la paix leurs grilles de lecture macro-politiques, leurs horizons temporels liés aux cycles budgétaires, leurs incitations bureaucratiques les rendent structurellement aveugles aux conflits locaux dont la résolution conditionne pourtant la paix durable.

4.1.2. L'économie politique de la présence internationale

Au-delà de ses effets sécuritaires directs, la présence de la MINUSCA génère une économie politique spécifique dont les effets structurants sur la société centrafricaine sont rarement analysés. La masse salariale et les dépenses opérationnelles de la mission : logement, alimentation, transport, sous-traitance locale constituent une injection de devises considérable dans l'économie de Bangui, estimée par certains observateurs à plusieurs centaines de millions de dollars annuels. Cette économie de la présence internationale bénéficie de manière très inégalement distribuée : les quartiers de Bangui où sont concentrées les agences internationales : résidences sécurisées, restaurants, services de loisirs connaissent une dynamique immobilière et commerciale sans commune mesure avec le reste du pays.

Cette dynamique produit des effets pervers sur les structures incitatives des élites locales. Alex de Waal (2009) a théorisé ce phénomène sous le terme de « marché politique africain » : dans

des contextes où les ressources de l'État sont insuffisantes pour maintenir les allégeances nécessaires à la gouvernance, les acteurs politiques se tournent vers des partenaires extérieurs disposés à payer pour leur appui. La présence internationale crée ainsi une économie des rentes politiques dans laquelle le maintien d'une situation de crise gérée assez instable pour justifier la présence internationale, assez stable pour éviter un effondrement total est plus rentable pour certains acteurs que la résolution effective du conflit.

4.1.3. La MINUSCA face aux forces russes : coexistence conflictuelle et impasses stratégiques

La coexistence de la MINUSCA et des forces russes sur le territoire centrafricain depuis 2018 constitue l'une des configurations les plus paradoxales de la gouvernance internationalisée centrafricaine. Ces deux acteurs sont officiellement tous deux présents pour appuyer le gouvernement centrafricain, mais leurs logiques d'intervention sont fondamentalement antagonistes : la MINUSCA opère dans le cadre de la doctrine onusienne du *liberal peacebuilding*, avec des exigences formelles de respect des droits de l'homme et de processus politiques inclusifs ; les forces russes opèrent dans le cadre d'une logique de protection sécuritaire sans conditionnalités, qui privilégie l'efficacité militaire et l'accès aux ressources sur le respect des normes internationales. Cette coexistence produit des impasses stratégiques : les forces russes ont à plusieurs reprises mené des opérations militaires dans des zones où la MINUSCA cherche à faciliter des processus de dialogue, générant des dynamiques de compétition institutionnelle qui bénéficient en définitive aux groupes armés qu'elles prétendent toutes deux combattre.

La MINUSCA constitue un dispositif de gouvernance internationalisée dont les effets structurants sur l'économie politique centrafricaine sont ambivalents : elle fournit des capacités sécuritaires et institutionnelles que l'État centrafricain est incapable de produire endogènement, mais génère simultanément une économie de rentes politiques et des cultures institutionnelles inadaptées aux réalités locales qui perpétuent la dépendance qu'elle est censée réduire. Sa coexistence avec les forces russes produit des impasses stratégiques supplémentaires qui affaiblissent la cohérence de toute stratégie de stabilisation.

4.2. Les groupes armés comme acteurs de gouvernance territoriale

4.2.1. Au-delà du paradigme de la déviance : la rationalité politique des acteurs armés

La lecture dominante des groupes armés centrafricains dans les rapports institutionnels et les médias les représente comme des acteurs de déviance : des forces de désordre qui s'opposent à la restauration de l'État légitime. Cette représentation, bien que compréhensible du point de vue de la communication institutionnelle, est analytiquement appauvrissante parce qu'elle occulte les logiques politiques et économiques rationnelles qui expliquent la durabilité de ces acteurs malgré des décennies d'opérations militaires destinées à les éliminer. Charles Tilly (1990) a montré que la formation des États européens modernes a résulté de processus de monopolisation de la violence que ses acteurs eux-mêmes ne distinguaient pas clairement du banditisme : les entrepreneurs de violence qui ont finalement constitué des États se distinguaient des simples bandits non par leurs méthodes mais par leur capacité à construire des institutions durables de protection et d'extraction. Cette perspective historique longue permet de regarder les groupes armés centrafricains non comme des anomalies pathologiques mais comme des acteurs proto-étatiques dont les pratiques s'inscrivent dans une logique de compétition pour le monopole de la violence légitime.

4.2.2. Fonctions de gouvernance et logiques d'accumulation dans les zones contrôlées

Dans les vastes étendus du territoire centrafricain où ni l'État ni la MINUSCA n'exercent de contrôle effectif, les groupes armés exercent des fonctions de gouvernance territoriale au sens analytique du terme. Ils contrôlent les voies d'accès et les points de passage, prélèvent des taxes informelles sur les échanges commerciaux et l'exploitation des ressources naturelles, régulent les conflits fonciers et les disputes interpersonnelles selon des systèmes normatifs propres, et assurent une forme d'ordre local dont l'alternative n'est pas l'ordre étatique mais l'anomie. Ces fonctions de gouvernance ne sont pas simplement des prétextes idéologiques masquant une prédation pure : elles constituent des services réels pour lesquels certaines populations paient des taxes parce que l'alternative l'insécurité totale leur paraît pire.

Vlassenroot et Raeymaekers (2004) ont conceptualisé ce phénomène sous le terme de « gouvernance de la violence » : des configurations où des acteurs armés non étatiques remplissent des fonctions de régulation politique locale en l'absence de l'État, construisant des formes d'autorité hybrides qui combinent coercition, légitimité coutumière et redistribution économique. En RCA, cette gouvernance de la violence présente une dimension ethnique et religieuse que les acteurs armés instrumentalisent pour construire des bases sociales, mais qui ne saurait réduire leurs logiques à de simples identités communautaires : les affiliations religieuses et ethniques sont des ressources mobilisées dans des calculs politiques et économiques, et non des causes autonomes des conflits.

4.2.3. L'accord de paix de Khartoum et ses limites : quand la négociation perpétue la fragmentation

L'Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine, signé à Khartoum en février 2019 entre le gouvernement centrafricain et quatorze groupes armés, constitue la tentative la plus ambitieuse de résolution négociée du conflit centrafricain contemporain. Son bilan après plusieurs années de mise en œuvre partielle révèle une dynamique paradoxale : la négociation avec les groupes armés, en leur conférant une reconnaissance officielle et en leur offrant des perspectives d'intégration dans les institutions de l'État, les incite simultanément à maintenir leur existence en tant qu'acteurs armés pour conserver leur valeur de négociation. Ce paradoxe, la reconnaissance institutionnelle comme incitation à la perpétuation du statut armé est constitutive de la logique des marchés politiques africains analysée par de Waal : la violence est une ressource politique dont la valeur dépend de la capacité à la mobiliser, et les accords de paix peuvent paradoxalement renforcer cette valeur en institutionnalisant les dividendes associés à son abandon.

La gouvernance territoriale des groupes armés constitue ainsi un élément structurant et durable du paysage politique centrafricain, et non une phase transitoire destinée à se résorber avec le retour de l'État. Toute stratégie de sortie de crise qui ne prend pas en compte la rationalité politique de ces acteurs leur ancrage social local, leurs fonctions de gouvernance effectives, leurs ressources économiques propres est condamnée à l'échec, comme le montrent les résultats décevants des nombreuses opérations de désarmement menées depuis 2013.

Les groupes armés centrafricains ne sont pas des acteurs de déviance mais des entrepreneurs politiques rationnels qui exercent des fonctions de gouvernance territoriale dans les zones délaissées par l'État. Leur durabilité tient à leur ancrage social local, à la réalité des services qu'ils fournissent et à la logique des marchés politiques qui transforme la violence en ressource négociable. Toute stratégie de stabilisation qui traite ces acteurs comme des anomalies à éliminer plutôt que comme des réalités politiques à intégrer est structurellement inadaptée à la configuration centrafricaine.

4.3. La nouvelle stratégie de défense nationale : réarmement souverainiste ou reconfiguration de la dépendance ?

4.3.1. Le contenu de la stratégie : ambition et ancrage institutionnel

La stratégie nationale de défense adoptée en octobre 2024 pour la période 2024-2029 constitue le document de politique publique le plus explicite sur les ambitions sécuritaires de l'État centrafricain depuis les indépendances. Articulée autour du concept d'armée de garnison une force militaire structurée autour de bases permanentes réparties sur le territoire plutôt que de corps expéditionnaires elle ambitionne la restructuration et la modernisation des Forces de Défense et de Sécurité nationales, adaptées au contexte géopolitique et géostratégique du pays. Le document officiel fait explicitement référence aux rivalités géopolitiques régionales et à la nécessité de construire une capacité de défense nationale autonome, ce qui représente en soi un changement de registre discursif par rapport aux stratégies de sécurité précédentes qui s'inscrivaient plus explicitement dans un cadre de dépendance vis-à-vis de partenaires extérieurs.

4.3.2. Les contraintes structurelles de mise en œuvre

L'évaluation critique de cette stratégie exige de confronter ses ambitions aux contraintes structurelles qui conditionnent sa mise en œuvre. Sur le plan fiscal, les recettes propres de l'État centrafricain estimées à moins de 200 millions de dollars annuels selon les données du FMI sont insuffisantes pour financer simultanément les besoins sociaux fondamentaux et un effort de défense nationale à l'échelle des ambitions affichées. L'armée de garnison envisagée nécessiterait des investissements en infrastructure, en équipement et en personnel formé qui dépassent largement les capacités fiscales actuelles et supposent un financement extérieur dont les conditions risquent de reconduire précisément les dépendances que la stratégie prétend surmonter.

Sur le plan humain, la reconstruction d'une armée nationale professionnelle et politiquement loyale dans un contexte de fragmentation ethnique et régionale profonde constitue un défi institutionnel majeur. Les Forces armées centrafricaines (FACA) ont été historiquement marquées par des fractures internes, des mutineries et des passages d'officiers vers les groupes armés qui reflètent l'absence d'un sentiment d'appartenance nationale robuste et d'un système de valeurs professionnelles partagées. La formation assurée par les instructeurs russes et européens suit des doctrines conçues pour des contextes institutionnels très différents du contexte centrafricain, sans que les transferts de compétences s'accompagnent de la construction des cultures institutionnelles qui leur donnent leur cohérence opérationnelle.

4.3.3. La coexistence avec les forces étrangères : condition ou obstacle à la souveraineté sécuritaire ?

La question la plus substantielle que pose la nouvelle stratégie de défense est celle de sa relation avec les présences sécuritaires étrangères MINUSCA et forces russes qui structurent l'environnement sécuritaire centrafricain. Ces présences constituent simultanément une ressource elles fournissent des capacités que l'armée nationale ne possède pas encore et un obstacle à la construction de la souveraineté sécuritaire, parce qu'elles génèrent des cultures de dépendance, occupent des espaces institutionnels qui pourraient être investis par des acteurs nationaux et créent des intérêts dans la perpétuation de leur propre présence.

La stratégie de défense centrafricaine évite soigneusement de problématiser cette tension, se contentant d'affirmer que les partenariats extérieurs doivent compléter et non substituer les

capacités nationales. Cette formulation diplomatique masque une contradiction structurelle : tant que l'État centrafricain n'est pas en mesure d'assurer la sécurité de son territoire et de son gouvernement par ses propres moyens, il ne dispose pas du pouvoir de négociation nécessaire pour imposer des conditions à ses partenaires sécuritaires extérieurs. Et tant que ces partenaires extérieurs assurent la sécurité effective, l'État centrafricain n'a pas d'incitation forte à investir dans des capacités endogènes coûteuses. Ce cercle vicieux de la dépendance sécuritaire constitue, en définitive, la forme la plus achevée de la souveraineté substituée.

La nouvelle stratégie de défense nationale centrafricaine représente un changement de registre discursif significatif en direction de l'affirmation d'une souveraineté sécuritaire endogène. Ses contraintes structurelles de mise en œuvre insuffisance fiscale, fragilité institutionnelle, coexistence avec des présences sécuritaires étrangères aux logiques propres risquent cependant d'en faire une reconfiguration de la dépendance sous des formes renouvelées plutôt qu'une bifurcation souverainiste effective, à moins que sa mise en œuvre ne s'accompagne d'une transformation simultanée des conditions politiques et institutionnelles qui reproduisent la centralité périphérique.

La présente section a analysé trois modalités institutionnelles de la souveraineté substituée centrafricaine, dont la combinaison produit une configuration de gouvernance d'une complexité remarquable. La MINUSCA substitue ses capacités de protection des civils et d'appui institutionnel à celles d'un État incapable de les fournir, en générant des économies de rentes politiques qui perpétuent la dépendance. Les groupes armés substituent leurs fonctions de gouvernance territoriale à celles d'un État absent sur une large portion du territoire, en construisant des bases sociales et des ressources économiques qui leur confèrent une durabilité que les opérations militaires n'ont pas entamée. La nouvelle stratégie de défense nationale tente d'affirmer une reconstitution de la souveraineté sécuritaire, mais se heurte à des contraintes structurelles qui risquent d'en faire une reconfiguration plutôt qu'une rupture.

La convergence analytique de ces trois constats est claire : la souveraineté substituée n'est pas un état transitoire que des réformes ponctuelles pourraient surmonter, mais une configuration institutionnelle stable dotée de ses propres logiques de reproduction. Les acteurs qui en bénéficient : élites politiques centrafricaines, acteurs sécuritaires étrangers, opérateurs économiques de l'aide internationale, groupes armés ont des intérêts objectifs dans son maintien qui sont plus puissants que les injonctions normatives à la construction d'un État souverain. Toute stratégie de bifurcation développementale doit donc prendre en compte cette économie politique de la dépendance et proposer des mécanismes qui modifient les incitations de ces acteurs plutôt que de simplement appeler à des comportements contraires à leurs intérêts.

L'analyse de la souveraineté substituée complète le tableau des mécanismes de reproduction de la centralité périphérique centrafricaine. Il reste cependant une dimension majeure que les quatre premiers chapitres ont abordée de manière transversale sans en faire l'objet d'une analyse systématique : le paradoxe de l'abondance fragmentée, c'est-à-dire la coexistence d'un potentiel de ressources considérables : naturelles, énergétiques, numériques, orbitales avec une incapacité structurelle à les mobiliser au service du développement endogène. C'est l'objet du chapitre 5, qui constitue le dernier moment analytique avant la conclusion générale sur les conditions d'une bifurcation développementale.

La partie 5, le paradoxe de l'abondance fragmentée, examine les ressources potentielles d'une bifurcation développementale que la configuration de centralité périphérique maintient à l'état de potentiel non mobilisé. Il analyse d'abord la malédiction des ressources naturelles dans sa version centrafricaine où la richesse minière finance les acteurs armés plutôt que l'État avant

d'examiner le potentiel hydroélectrique et solaire comme bifurcation énergétique non mobilisée. Il interroge ensuite l'espace numérique comme nouveau terrain de l'abondance fragmentée où les initiatives de transformation numérique reconduisent les logiques de colonialisme de données. Il explore enfin la dimension prospective de la rente orbitale et satellitaire, dont la position géographique équatoriale de la RCA constitue le fondement matériel, avant de synthétiser les conditions d'une bifurcation développementale que la conclusion générale développe.

V. Le paradoxe de l'abondance fragment

Les quatre sections précédentes ont construit une analyse des mécanismes de reproduction de la centralité périphérique centrafricaine : la production politique d'un espace de captation externe, la rente géostratégique comme moteur de la dépendance, la recomposition multipolaire comme intensification de la compétition pour cette rente, et la souveraineté substituée comme mode institutionnel de sa reproduction. Cette analyse est nécessairement critique et, dans une certaine mesure, sombre : elle décrit une configuration d'une remarquable stabilité structurelle dont les mécanismes de reproduction semblent plus puissants que les forces susceptibles de la transformer. Il serait cependant analytiquement incomplet, et politiquement irresponsable, d'en rester là. La centralité périphérique n'épuise pas la réalité centrafricaine : elle coexiste avec des ressources naturelles, énergétiques, numériques, orbitales, humaines, culturelles dont le potentiel de développement endogène est réel, même s'il est systématiquement fragmenté et capté par des logiques de prédation externe.

Le concept d'abondance fragmentée, élaboré dans l'introduction de cet ouvrage et mobilisé tout au long de l'analyse, désigne précisément cette configuration : une richesse réelle mais structurellement inaccessible à la valorisation endogène en raison de l'enclavement géographique, de l'insécurité territoriale, de la faiblesse des capacités industrielles et technologiques nationales, et de l'architecture internationale des marchés de matières premières qui perpétue la captation de la valeur ajoutée par les économies industrialisées. Ce chapitre analyse ce paradoxe dans quatre dimensions successives qui dessinent ensemble le paysage des ressources potentielles d'une bifurcation développementale.

La première dimension est celle des ressources naturelles dont l'abondance est historiquement avérée mais dont la valorisation a systématiquement bénéficié à des acteurs extérieurs. La deuxième est celle du potentiel énergétique hydraulique et solaire dont la non-mobilisation constitue un coût d'opportunité considérable pour le développement centrafricain. La troisième est celle de l'espace numérique, terrain le plus récent de l'abondance fragmentée, où les initiatives de transformation numérique du gouvernement centrafricain reproduisent les logiques extractivistes dans le domaine informationnel. La quatrième, prospective, est celle de l'espace orbital, dont la position géographique équatoriale de la RCA constitue le fondement d'une rente stratégique en formation que les puissances spatiales commencent à valoriser. L'articulation de ces quatre dimensions permet de mesurer l'ampleur du gaspillage de ressources que représente la centralité périphérique, et d'identifier les leviers d'une bifurcation développementale dont la conclusion générale explore les conditions.

5.1. Les ressources naturelles et malédiction de l'extractivisme

5.1.1. La malédiction des ressources dans sa version centrafricaine

La théorie de la malédiction des ressources également désignée sous les termes de *resource curse* ou de paradoxe de l'abondance a été théorisée par Terry Lynn Karl (1997) à partir de l'analyse des États pétroliers et systématisée par Paul Collier (2007) dans une perspective comparative portant sur les États les moins développés. Elle désigne la corrélation inverse empiriquement documentée entre la richesse en ressources naturelles extractivistes et les indicateurs de développement économique, institutionnel et démocratique. Les mécanismes qui produisent cette corrélation sont multiples : la disponibilité de rentes extractivistes réduit les incitations à développer des capacités productives et fiscales endogènes, finance des acteurs armés qui contestent le monopole étatique de la violence, génère des luttes politiques pour le contrôle des rentes qui déstabilisent les institutions, et produit une appréciation des taux de change qui nuit à la compétitivité des secteurs exportateurs non extractivistes.

Dans le cas centrafricain, cette malédiction prend une forme spécifique liée à la nature dispersée et artisanalement exploitable des ressources minières : diamants alluviaux, or artisanal qui les rend particulièrement accessibles aux groupes armés sans nécessiter les infrastructures industrielles qui rendent leur exploitation visible et taxable par l'État. Contrairement aux économies pétrolières ou minières industrielles où les revenus transitent nécessairement par des grandes entreprises et des infrastructures lourdes que l'État peut taxer et contrôler, les ressources centrafricaines peuvent être extraites à petite échelle par des milliers d'acteurs individuels, transportées clandestinement à travers des frontières poreuses et commercialisées dans des circuits internationaux qui ne laissent aucune trace fiscale au niveau national. Cette dispersibilité des ressources est le pendant minier de la porosité des frontières analysée dans la Section 2 : elle constitue un facteur structurel de fragilisation de l'État centrafricain que les réformes de gouvernance minière formelle ne peuvent surmonter sans s'attaquer simultanément à la question sécuritaire.

5.1.2. Le Processus de Kimberley et ses impasses centrafricaines

La suspension de la RCA du Processus de Kimberley le mécanisme de certification internationale des diamants bruts destiné à prévenir le financement des conflits armés depuis 2013 illustre de manière paradigmatique les contradictions de la gouvernance internationale des ressources en contexte de fragilité étatique. Le Processus de Kimberley repose sur un postulat implicite : l'existence d'un État capable et désireux de faire respecter les conditions de certification sur son territoire. En l'absence de cet État, le mécanisme de certification produit des effets pervers : en fermant les circuits légaux d'exportation, il pousse le commerce diamantaire vers des réseaux clandestins encore moins traçables et moins fiscalisables, renforçant ainsi le financement des groupes armés qu'il était censé assécher.

Cette impasse illustre un problème analytique général qui dépasse le seul cas centrafricain : les mécanismes de gouvernance internationale des ressources naturelles sont conçus pour des contextes d'États dotés de capacités institutionnelles minimales, et leur application à des États fragilisés produit des effets qui aggravent les dynamiques qu'ils prétendent corriger. La solution ne réside pas dans l'abandon des mécanismes de gouvernance mais dans leur adaptation au contexte de fragilité étatique ce qui suppose une remise en question de l'architecture institutionnelle internationale qui a été jusqu'ici réticente à s'engager dans cette voie.

5.1.3. La forêt et l'uranium : ressources stratégiques sous-valorisées

Deux ressources méritent une attention particulière pour leur dimension stratégique mondiale et leur sous-valorisation endogène persistante. La forêt équatoriale centrafricaine, composante du deuxième poumon vert de la planète après l'Amazonie, fait l'objet d'une revalorisation internationale liée aux politiques d'atténuation du changement climatique : les mécanismes de Réduction des Émissions dues à la Déforestation et à la Dégradation forestières (REDD+) offrent théoriquement aux États forestiers tropicaux la possibilité de valoriser la conservation de leurs forêts sur les marchés carbone. En pratique, la capacité de la RCA à accéder à ces mécanismes est limitée par ses déficits en matière de mesure, notification et vérification (MNV) des stocks de carbone forestier des capacités techniques et institutionnelles que les pays forestiers africains les plus avancés ont mis des années à construire avec un appui international substantiel.

L'uranium centrafricain, dont le potentiel géologique est significatif dans les régions de Bakouma et de Ndassima, constitue une ressource dont la valeur stratégique mondiale est amenée à croître avec la renaissance nucléaire qui s'esquisse dans les politiques énergétiques de plusieurs pays industrialisés face à l'urgence climatique. La revalorisation internationale de l'énergie nucléaire comme source d'électricité bas-carbone repose en partie sur la sécurisation des approvisionnements en uranium, dont la concentration géographique dans quelques pays Kazakhstan, Canada, Australie, Niger, RCA confère aux détenteurs de gisements un pouvoir de négociation potentiellement important. La capacité de la RCA à convertir cette valeur stratégique potentielle en capital développemental endogène dépend cependant de sa capacité à négocier des contrats miniers en position de force ce que la souveraineté substituée analysée dans le chapitre 4 rend structurellement difficile.

La malédiction de l'extractivisme prend en RCA une forme spécifique liée à la dispersibilité artisanale des ressources minières, qui les rend particulièrement accessibles aux groupes armés et opaque à la fiscalisation étatique. Les mécanismes de gouvernance internationale des ressources Processus de Kimberley, REDD+ sont structurellement inadaptés aux contextes de fragilité étatique et produisent souvent des effets pervers. La forêt et l'uranium constituent des ressources stratégiques dont la revalorisation mondiale offre un levier potentiel que la souveraineté substituée empêche de mobiliser effectivement.

5.2. Le potentiel énergétique et hydraulique : une bifurcation non mobilisée

5.2.1. Le paradoxe énergétique centrafricain

La RCA dispose d'un réseau hydrographique dense et d'un ensoleillement exceptionnel, deux conditions favorables au développement d'une production énergétique renouvelable abondante. Elle est pourtant l'un des pays les moins électrifiés du monde : selon les données de l'Agence Internationale de l'Énergie (2023), le taux d'accès à l'électricité de la population centrafricaine est inférieur à 15%, avec des disparités dramatiques entre Bangui partiellement électrifiée mais sujette à des coupures fréquentes et les zones rurales qui en sont quasiment totalement dépourvues. Ce déficit énergétique constitue un obstacle structurel à toute industrialisation et à tout développement technologique endogène : sans électricité fiable, les petites entreprises ne peuvent mécaniser leurs activités, les hôpitaux ne peuvent fonctionner correctement, les écoles ne peuvent utiliser les technologies numériques d'apprentissage, et les ménages ne peuvent accéder aux services informationnels qui conditionnent la participation à l'économie contemporaine.

5.2.2. Le potentiel hydroélectrique de l'Oubangui : bifurcation régionale possible

L'Oubangui, fleuve frontalier entre la RCA et la République du Congo sur une partie de son cours, et son bassin versant constituent un potentiel hydroélectrique estimé à plusieurs centaines de mégawatts, largement supérieur aux besoins actuels et projetés de la RCA. La Banque Africaine de Développement a lancé en 2025 un programme ambitieux de valorisation des ressources en eau du bassin de l'Oubangui, reconnaissant officiellement l'ampleur de ce potentiel et son caractère de bifurcation énergétique possible pour la sous-région. Ce programme s'inscrit dans une logique de coopération régionale entre la RCA, la République du Congo et la République Démocratique du Congo, qui pourraient bénéficier conjointement d'une infrastructure hydroélectrique partagée.

La réalisation de ce potentiel se heurte cependant à des obstacles qui ne sont pas principalement techniques mais politiques et institutionnels. La sécurisation des chantiers de construction dans des zones partiellement contrôlées par des groupes armés constitue un prérequis sécuritaire que la configuration actuelle ne satisfait pas. Le financement des investissements nécessaires estimés à plusieurs centaines de millions de dollars dépasse largement les capacités fiscales de l'État centrafricain et supposerait un appui de bailleurs multilatéraux dont les conditions risquent de reproduire les mécanismes d'extraversion institutionnelle analysés dans le chapitre 4. La gestion d'une infrastructure transfrontalière suppose en outre des mécanismes de gouvernance régionale que les tensions entre États riverains liées notamment aux conflits transfrontaliers qui impliquent des acteurs centrafricains rendent difficiles à institutionnaliser.

5.2.3. L'énergie solaire décentralisée : une alternative de proximité

Face aux obstacles qui retardent la réalisation du potentiel hydroélectrique centralisé, l'énergie solaire décentralisée offre une perspective de bifurcation énergétique à plus court terme et à moindre coût politique. Dans un pays où l'insécurité rend le déploiement d'infrastructures centralisées risqué et où les distances à parcourir pour raccorder les zones rurales au réseau national sont considérables, les systèmes solaires décentralisés panneaux solaires domestiques, mini-réseaux villageois, pompes solaires pour l'agriculture présentent des avantages comparatifs décisifs : résilience face aux aléas sécuritaires, adéquation aux dispersions géographiques du peuplement, coûts d'investissement fractionnables et adaptables aux capacités locales.

Le développement de cette filière énergétique décentralisée représente une bifurcation non seulement technique mais aussi politique : il suppose des modalités de financement et de gouvernance décentralisées communautés locales, collectivités territoriales, opérateurs privés nationaux qui renforceraient les capacités de gestion locale et réduiraient la dépendance vis-à-vis de l'État central et de ses partenaires étrangers. C'est en ce sens que l'énergie solaire décentralisée peut constituer un vecteur de bifurcation développementale au sens plein du terme : non seulement un investissement dans l'accès à l'énergie mais un processus de construction de capacités institutionnelles locales dont les effets positifs débordent largement le seul domaine énergétique.

Le potentiel énergétique centrafricain hydraulique et solaire constitue une bifurcation développementale non mobilisée dont les obstacles sont principalement politiques et institutionnels plutôt que techniques. L'hydroélectricité de l'Oubangui offre une perspective régionale ambitieuse conditionnée par la stabilisation sécuritaire et la coopération régionale. L'énergie solaire décentralisée constitue une alternative à plus court terme dont le développement pourrait simultanément améliorer l'accès à l'énergie et renforcer les capacités institutionnelles locales, contribuant ainsi à dénouer graduellement la souveraineté substituée.

5.3. L'espace numérique comme nouveau terrain de l'abondance fragmentée

5.3.1. Le colonialisme de données : une extraversion numérique structurelle

Nick Couldry et Ulises Mejias (2019) ont théorisé le colonialisme de données comme un régime d'appropriation des relations sociales humaines par les acteurs technologiques hégémoniques à travers la captation, le traitement et la valorisation marchande des données personnelles et collectives. Ce régime présente des analogies structurelles avec le colonialisme historique : appropriation de ressources sans consentement éclairé, imposition de normes exogènes, production d'une dépendance durable des populations colonisées vis-à-vis de puissances externes. Dans le contexte centrafricain, ce colonialisme de données s'articule à la logique de la centralité périphérique : les données générées sur le territoire centrafricain par les administrations, les ménages, les entreprises transitent par des infrastructures extérieures, sont traitées dans des juridictions étrangères et valorisées par des acteurs privés soumis à des droits et des intérêts distincts de ceux de la RCA.

Shoshana Zuboff (2019) a analysé cette logique sous le terme de « capitalisme de surveillance » : un ordre économique fondé sur la capture unilatérale de données comportementales humaines à des fins de prédiction et de modification des comportements, sans que les personnes concernées disposent d'une capacité effective de consentement ou de résistance. Pour les États africains qui adoptent des plateformes numériques étrangères dans le cadre de leur e-gouvernance, les données des citoyens actes d'état civil, dossiers fiscaux, données biométriques, dossiers de santé deviennent des ressources extractibles par des acteurs privés opérant sous des juridictions étrangères. La centralité périphérique opère ainsi à l'échelle de l'espace numérique selon la même logique structurelle qu'à l'échelle géographique : les ressources sont extraites du territoire centrafricain par des acteurs extérieurs qui en captent la valeur sans mécanisme de redistribution.

5.3.2. Le Sangocoin, la fibre optique et l'e-gouvernance : pseudo-transitions numériques

Les trois principales initiatives de transformation numérique de la RCA le Sangocoin, l'extension de la fibre optique et la modernisation de l'e-gouvernance ont été analysées dans nos travaux récents (Yapele, 2026) comme des manifestations paradigmatiques du colonialisme de données dans un contexte de fragilité étatique. Le Sangocoin, adopté en juillet 2022 comme monnaie légale adossée à la blockchain Bitcoin, illustre le concept de « pseudo-transition numérique », c'est-à-dire une bifurcation apparente qui reconduit, sous des formes technologiquement actualisées, les logiques de dépendance et de dépossession qu'elle prétend combattre. La blockchain Bitcoin est une infrastructure dont les nœuds de validation sont massivement concentrés à l'étranger : États-Unis, Europe, Chine ce qui signifie que la « souveraineté » monétaire affirmée repose sur des infrastructures contrôlées par des acteurs non centrafricains. La gouvernamentalité algorithmique, concept développé par Antoinette Rouvroy et Thomas Berns (2013) pour désigner une rationalité de gouvernement qui substitue le calcul probabiliste à la délibération démocratique constitue un risque spécifique pour des États qui adoptent des systèmes d'e-gouvernance développés par des acteurs étrangers. Ces systèmes encodent des présupposés politiques, des priorités bureaucratiques et des architectures de données qui reflètent les contextes institutionnels de leurs concepteurs des pays à forte capacité administrative, dotés d'infrastructures numériques robustes et de populations largement alphabétisées et produisent des effets d'inadéquation et d'opacité lorsqu'ils sont transposés dans des contextes centrafricains radicalement différents.

5.3.3. Vers une souveraineté numérique endogène : conditions et ressources

La théorisation d'une souveraineté numérique endogène pour la RCA doit s'appuyer sur les ressources conceptuelles de la pensée décoloniale africaine plutôt que sur les seuls cadres juridiques euro-centrés du droit international de la protection des données. La pensée de Barthélemy Boganda notamment son principe « Zo kwe Zo » et son projet d'intégration panafricaniste offre une matrice normative pour penser un droit à la souveraineté numérique enraciné dans les traditions intellectuelles africaines. Si tout homme est un homme, si toute communauté humaine est digne d'une existence souveraine, alors la dépossession numérique l'appropriation des données sans consentement éclairé constitue une violation de cette dignité fondamentale que le droit numérique décolonial doit sanctionner.

Nicole Starosielski (2015) a montré que la géopolitique des câbles sous-marins est une dimension décisive de la souveraineté numérique : les pays dont les données transitent par des câbles qu'ils ne contrôlent pas sont structurellement vulnérables à la surveillance et à l'interception de leurs communications. Le développement d'un espace de données africain régional incluant des datacenters localisés sur le continent, des standards régionaux de protection des données et une politique commune d'investissement dans les câbles sous-marins constitue la dimension infrastructurelle d'une souveraineté numérique collective que l'intégration panafricaniste, réactualisée dans un esprit bogandiste, pourrait rendre possible.

L'espace numérique constitue le terrain le plus récent et le plus dynamique de l'abondance fragmentée centrafricaine : les données générées sur le territoire centrafricain sont systématiquement captées par des acteurs technologiques hégémoniques sans bénéfice redistributif pour les populations. Les pseudo-transitions numériques du gouvernement centrafricain reproduisent la logique extractiviste dans le domaine informationnel. Une souveraineté numérique endogène est possible mais requiert une bifurcation épistémologique l'enracinement dans les traditions intellectuelles africaines autant qu'une bifurcation infrastructurelle.

5.4. L'espace orbital et les perspectives satellitaires : une nouvelle rente stratégique en formation

5.4.1. La géopolitique de l'espace : une nouvelle course aux positions

La « nouvelle course à l'espace » du XXI^e siècle, caractérisée par la multiplication des opérateurs privés (SpaceX, One Web, Amazon Kuiper, Télésat) et par la renaissance des programmes spatiaux nationaux de puissances émergentes introduit une dimension supplémentaire à l'analyse de la centralité périphérique centrafricaine. Everett Dolman (2002), dans son ouvrage *Astropolitik*, a appliqué les catégories de la géopolitique classique à l'espace extra-atmosphérique en montrant que la maîtrise des orbites basses constitue un avantage stratégique comparable à la maîtrise des mers dans la géopolitique maritime de Mahan. De même que la position géographique terrestre de la RCA lui confère une valeur de carrefour stratégique, sa position géographique équatoriale entre le 2° et le 11° de latitude nord lui confère une valeur orbitale spécifique : les satellites lancés depuis des latitudes équatoriales requièrent moins d'énergie pour atteindre les orbites géostationnaires, et les stations au sol situées près de l'équateur offrent des fenêtres de communication optimales avec les satellites en orbite basse.

5.4.2. La surveillance satellitaire comme asymétrie de connaissance

L'espace orbital représente cependant, dans l'immédiat, davantage un terrain d'asymétrie de puissance qu'un potentiel de développement pour la RCA. Le territoire centrafricain est massivement observé depuis l'espace par des acteurs extérieurs : agences de renseignement, opérateurs d'imagerie satellite commerciale, programmes environnementaux internationaux sans que la RCA dispose de la moindre capacité de surveillance de son propre territoire depuis cette dimension. L'Agence Spatiale Européenne (ESA) exploite des programmes d'observation du bassin du Congo pour le monitoring de la déforestation et des changements d'utilisation des sols. Les mouvements des groupes armés sont suivis par des systèmes de surveillance aérienne et satellitaire que seules les grandes puissances militaires maîtrisent. Les activités minières illicites sont détectées par des systèmes d'imagerie satellite à haute résolution que des ONG et des institutions académiques étrangères utilisent pour documenter les violations du droit international.

Cette asymétrie de connaissance constitue une dimension supplémentaire de la centralité périphérique : la RCA est un espace intensément surveillé depuis l'extérieur sans disposer des capacités de surveillance de son propre territoire qui seraient pourtant nécessaires à une gouvernance effective. Elle est l'objet du regard satellite des autres sans pouvoir exercer elle-même ce regard sur son propre espace ce qui illustre, dans le domaine orbital, la même logique de captation externe qui structure l'ensemble de la configuration analysée dans cet ouvrage.

5.4.3. La rente orbitale prospective : conditions d'appropriation

À plus long terme, la position géographique équatoriale de la RCA peut constituer le fondement d'une rente orbitale, la valeur attachée à cette position pour le déploiement d'infrastructures spatiales analogue à la rente géostratégique terrestre analysée dans les chapitres précédents. Le développement de stations de lancement ou de suivi de satellites, la participation à des consortiums spatiaux africains, la négociation de droits d'utilisation de l'espace aérien centrafricain pour les trajectoires de lancement : ces perspectives sont spéculatives dans le contexte sécuritaire actuel, mais constituent des dimensions prospectives de la valorisation de la position centrafricaine que les décideurs politiques auraient intérêt à anticiper.

L'Union Africaine a adopté en 2023 une politique spatiale africaine et un programme de développement des capacités spatiales du continent qui reconnaissent explicitement la valeur stratégique des positions géographiques équatoriales africaines. La participation active de la RCA à la gouvernance spatiale africaine émergente à condition que sa fragilité institutionnelle ne l'en exclue pas de facto pourrait lui permettre d'anticiper et de négocier les termes de la valorisation de sa rente orbitale avant que des acteurs extérieurs ne les définissent unilatéralement. Cette perspective illustre la logique générale qui sous-tend l'ensemble du chapitre : l'abondance centrafricaine n'est pas seulement fragmentée dans le présent, elle est également potentiellement captée dans le futur par des acteurs qui anticipent et préemptent des valorisations que la RCA ne peut pas encore mobiliser à son propre bénéfice.

Bref, L'espace orbital constitue un terrain prospectif de la rente géostratégique centrafricaine, fondé sur la position géographique équatoriale du pays et sur la multiplication des acteurs spatiaux dont les besoins en infrastructures au sol et en positions orbitales favorables vont croître. Dans l'immédiat, la surveillance satellitaire asymétrique constitue une dimension supplémentaire de la centralité périphérique. À plus long terme, la rente orbitale représente une ressource que des décisions politiques anticipatrices pourraient contribuer à mobiliser au bénéfice du développement endogène centrafricain.

Cette section a analysé le paradoxe de l'abondance fragmentée dans ses quatre dimensions constitutives : ressources naturelles, potentiel énergétique, espace numérique, espace orbital en montrant que dans chacune de ces dimensions, la RCA dispose de ressources réelles dont la valorisation est systématiquement captée par des acteurs extérieurs selon des mécanismes analogues à ceux de la centralité périphérique qui structure l'ensemble de la configuration centrafricaine. Les diamants financent les groupes armés plutôt que l'État. L'hydroélectricité de l'Oubangui attend des investissements que la souveraineté substituée ne peut mobiliser. Les données numériques des citoyens centrafricains alimentent les plateformes étrangères sans redistribution locale. La position orbitale équatoriale est déjà valorisée par des acteurs spatiaux étrangers sans que la RCA en soit ni l'auteur ni le bénéficiaire.

La convergence de ces quatre constats confirme la cohérence interne du concept d'abondance fragmentée et sa portée analytique au-delà des seules ressources minières. Elle révèle que la centralité périphérique est une configuration systémique qui opère à toutes les échelles de l'espace contemporain : géographique, économique, numérique, orbital selon une logique structurelle invariante de captation externe des ressources. Cette invariance structurelle est à la fois le signe de la robustesse analytique du concept et la mesure du défi que représente son dépassement : il ne s'agit pas de corriger une défaillance ponctuelle mais de transformer une configuration d'ensemble.

C'est précisément ce défi que la conclusion générale s'attache maintenant à relever, en proposant à partir des ressources analytiques et normatives accumulées tout au long de cet ouvrage, les conditions d'une bifurcation développementale crédible pour la RCA, et en mesurant les forces politiques et institutionnelles qui pourraient en être les vecteurs.

Conclusion générale

Cet ouvrage a proposé un cadre analytique pour comprendre l'une des configurations les plus paradoxales de l'Afrique contemporaine : un État occupant le centre géographique du continent, doté de ressources naturelles considérables, convoité par les grandes puissances mondiales, et pourtant classé parmi les cinq pays les moins développés du monde selon les indicateurs de développement humain. Le concept de centralité périphérique a été forgé pour rendre intelligible ce paradoxe en identifiant les mécanismes constitutifs : la production politique d'un espace de captation externe, la rente géostratégique comme moteur de la dépendance, l'extraversion comme mode de reproduction endogène de la périphéricité, et l'abondance fragmentée comme expression de cette configuration dans le domaine des ressources.

Le parcours analytique de l'ouvrage a mis en évidence la cohérence interne et la robustesse de cette configuration. La géographie de l'enclavement et la position de carrefour constituent ses fondements matériels. La recomposition multipolaire des rivalités géopolitiques constitue son moteur dynamique contemporain. La souveraineté substituée constitue son expression institutionnelle. L'abondance fragmentée constitue son expression économique et technologique. Ces quatre dimensions s'alimentent mutuellement dans une circularité causale qui confère à la centralité périphérique une stabilité structurelle remarquable : chaque mécanisme reproduit les conditions de fonctionnement des autres, de sorte que des interventions ponctuelles sur l'une des dimensions ne peuvent à elles seules rompre la configuration d'ensemble.

Cette stabilité structurelle aurait pu conduire à un déterminisme analytique la conclusion que la centralité périphérique est une fatalité sans issue. Le cadre théorique adopté dès le premier chapitre interdit cependant ce glissement : l'espace est une production historique transformable, la rente géostratégique est une construction discursive et matérielle modifiable,

l'extraversion est une rationalité politique que des changements institutionnels peuvent reconfigurer, l'abondance fragmentée est une configuration de captation externe que des politiques souverainistes pourraient partiellement dénouer. La centralité périphérique n'est pas un destin ; c'est un problème analytiquement soluble, même si sa résolution pratique est politiquement difficile et demande du temps.

La bifurcation développementale de la RCA le passage d'une trajectoire de centralité périphérique reproduite à une trajectoire de développement endogène implique quatre reconversions politiques majeures et interdépendantes. Ces reconversions ne sont pas séquentielles mais simultanées : chacune conditionne les autres et ne peut progresser durablement qu'en articulation avec les trois autres.

La première reconversion est la **reconstitution d'une souveraineté sécuritaire effective**. Sans capacité à imposer les règles qu'il définit sur son territoire, l'État centrafricain ne peut ni contrôler les flux de ressources ni négocier en position de force avec les acteurs extérieurs. Cette reconstitution n'implique pas le retrait immédiat des acteurs sécuritaires étrangers qui comble un vide que l'État centrafricain n'est pas encore en mesure de remplir mais la définition d'une feuille de route conditionnant leur maintien à des transferts effectifs de capacités vers les institutions nationales. Peter Evans (1995) a montré que les États développementalistes efficaces sont caractérisés par une autonomie enchâssée, une bureaucratie méritocratique dotée d'une relative autonomie vis-à-vis des intérêts privés et étrangers, combinée à des liens denses avec les acteurs économiques nationaux. La reconstitution d'une souveraineté sécuritaire est la condition préalable de cette autonomie enchâssée.

La deuxième reconversion est la **reconversion de la rente géostratégique en capital développemental**. La valeur stratégique de la position centrafricaine est une réalité que des décisions politiques ne peuvent pas annuler mais dont les termes d'accès peuvent être négociés. L'État centrafricain disposant de capacités institutionnelles suffisantes pourrait conditionner l'accès à la valeur stratégique de son territoire base logistique, renseignement, surveillance régionale, position orbitale à des transferts technologiques, des investissements productifs et des mécanismes de redistribution vers les populations. Albert Hirschman (1970) a théorisé les options disponibles à des acteurs en position de dépendance : la sortie, la prise de parole et la loyauté. La reconversion de la rente géostratégique suppose une prise de parole la renégociation des termes de la dépendance plutôt qu'une sortie qui serait structurellement impossible à court terme.

La troisième reconversion est la **construction d'une capacité fiscale et industrielle endogène**. La fragilité fiscale de l'État centrafricain ses recettes propres insuffisantes pour financer les fonctions régaliennes est à la fois une cause et une conséquence de la centralité périphérique. Sa résolution requiert une transformation progressive de la structure de l'économie centrafricaine, du modèle extractiviste-exportateur vers un modèle à plus forte valeur ajoutée locale. Cette transformation suppose des politiques industrielles actives : transformation des matières premières sur le territoire national, développement de filières agro-alimentaires, valorisation des savoirs locaux dont la mise en œuvre requiert précisément les capacités étatiques que la souveraineté substituée a empêché de construire. C'est une autre expression de la circularité causale de la centralité périphérique, dont la sortie exige des investissements institutionnels simultanés sur plusieurs fronts.

La quatrième reconversion est la **revalorisation des épistémologies politiques endogènes** comme ressource normative et stratégique. La pensée de Barthélemy Boganda son universalisme décolonial « Zo kwe Zo », son projet panafricaniste, sa vision d'un développement fondé sur la dignité humaine et la souveraineté collective constitue la ressource intellectuelle la

plus directement ancrée dans l'histoire et la culture centrafricaines pour penser les conditions d'une bifurcation développementale. Achille Mbembe (2000) a analysé les modalités spécifiques de la modernité politique africaine postcoloniale : ses ressources propres, ses imaginaires de souveraineté et ses pratiques de résistance à la domination. C'est dans ce fonds culturel et intellectuel que résident les ressources normatives d'une bifurcation développementale qui ne se réduit pas à l'adoption d'un modèle exogène mais constitue une production originale ancrée dans la spécificité historique centrafricaine

Barthélemy Boganda (1910–1959), père de la nation centrafricaine et pionnier du panafricanisme décolonial demeure l'une des figures les plus significatives et les moins étudiées du panthéon intellectuel africain. Son principe fondateur « Zo kwe Zo » c'est-à-dire tout homme est un homme constitue un universalisme décolonial fondé sur la dignité intrinsèque et l'égalité radicale de tout être humain, indépendamment de son origine, de sa condition sociale ou de sa race. Cet universalisme bogandiste présente une pertinence analytique et normative considérable pour penser les conditions d'une bifurcation développementale centrafricaine : si tout homme est un homme, si toute communauté humaine est digne d'une existence souveraine, alors la dépossession systématique des ressources d'un territoire qu'elle soit minière, sécuritaire, institutionnelle ou numérique constitue une violation de cette dignité fondamentale que la politique a le devoir de combattre.

Le projet bogandiste d'intégration régionale panafricaniste les États-Unis d'Afrique Latine offre par ailleurs un cadre stratégique pour penser la diplomatie technologique et sécuritaire régionale comme vecteur de souveraineté collective. Face aux acteurs hégémoniques qui tirent leur puissance de l'échelle et de la concentration, les États africains pris isolément disposent d'un pouvoir de négociation structurellement faible. Une intégration régionale des infrastructures : numériques, énergétiques, sécuritaires permet de constituer un contrepoids collectif à cette domination, en transformant les centralités périphériques individuelles en centralité régionale positive. Ce panafricanisme numérique et énergétique bogandiste n'est pas une utopie anachronique : il résonne avec les initiatives de l'Union Africaine Stratégie de transformation numérique, politique spatiale africaine, Zone de libre-échange continentale africaine qu'il dote d'un ancrage philosophique décolonial souvent absent des discours technocratiques qui les portent.

La pensée bogandiste n'est pas une recette politique prête à l'emploi : elle est une matrice normative, un cadre de valeurs et d'ambitions à partir duquel des stratégies concrètes peuvent être construites en tenant compte des contraintes spécifiques du contexte centrafricain contemporain. Sa pertinence réside précisément dans son enracinement dans l'histoire et la culture centrafricaines : contrairement aux cadres développementalistes importés qui traitent la RCA comme un cas parmi d'autres dans une taxonomie universelle du sous-développement, la pensée bogandiste prend au sérieux la spécificité de l'expérience centrafricaine et en fait la ressource d'une vision politique originale.

Le paradoxe terminal de la centralité périphérique est le suivant : sa résolution ne peut venir que de l'intérieur d'une reconstruction politique endogène des capacités étatiques et des imaginaires de souveraineté mais cette reconstruction intérieure est précisément ce que la centralité périphérique, en drainant les ressources vers l'extérieur et en substituant la dépendance à la souveraineté, empêche systématiquement. Ce cercle vicieux n'est pas une originalité centrafricaine : il est constitutif de la condition des États périphériques dans le système mondial capitaliste, comme l'ont montré les théoriciens de la dépendance depuis Prebisch et Singer. Ce qui est spécifique à la RCA, c'est l'intensité de la configuration et la multiplicité des mécanismes de captation qui la reproduisent.

La sortie de ce cercle vicieux ne peut cependant être pensée que si l'on accorde aux acteurs centrafricains une agentivité réelle une capacité d'action, de résistance et d'innovation qui ne se réduise pas à la simple reproduction des structures de domination qui les contraignent. Hirschman a montré que même des acteurs en position de dépendance structurelle disposent de marges de manœuvre pour négocier les termes de cette dépendance, pour construire des coalitions avec d'autres acteurs partageant leurs intérêts, pour exploiter les contradictions entre les différents acteurs dominants, et pour anticiper des valorisations futures que la configuration présente laisse inoccupées. Les acteurs centrafricains intellectuels, entrepreneurs, élus locaux, organisations de la société civile, diasporas disposent de ces marges de manœuvre, même si elles sont étroites. La bifurcation développementale n'est pas l'œuvre d'un État souverain soudainement doté de capacités qu'il n'a pas : c'est un processus graduel de construction de capacités, d'élargissement des marges de manœuvre et de modification des structures incitatives, dont les acteurs centrafricains sont les sujets principaux.

L'ouvrage s'achève sur cette conviction : la centralité périphérique de la République Centrafricaine n'est pas une fatalité géographique mais une construction politique historiquement produite, dont la décomposition analytique telle que cet ouvrage a cherché à la fournir est la condition intellectuelle préalable de toute transformation pratique. Comprendre comment fonctionne la centralité périphérique, identifier ses mécanismes de reproduction, mesurer ses effets sur les populations et reconnaître les ressources potentielles d'une bifurcation : telles sont les contributions que la sociologie politique spatiale peut apporter aux révolutions africaines que le continent appelle de tous ses vœux, et dont la RCA, cœur de l'Afrique, constitue à la fois le symptôme le plus aigu et le potentiel le plus chargé d'avenir.

Références bibliographiques

- Agence Internationale de l'Énergie (2023). Africa Energy Outlook 2023. Paris : AIE.
- Agence Spatiale Européenne (2024). Earth Observation for Africa : Congo Basin Forest
- Agnew, J. (1994). The Territorial Trap : The Geographical Assumptions of International Relations Theory. *Review of International Political Economy*, 1(1), 53–80.
- Amin, S. (1973). Le développement inégal : essai sur les formations sociales du capitalisme périphérique. Paris : Éditions de Minuit.
- Autesserre, S. (2010). The Trouble with the Congo : Local Violence and the Failure of International Peacebuilding. Cambridge : Cambridge University Press.
- Bachelard, G. (1938). La formation de l'esprit scientifique. Paris : Vrin.
- Banque Africaine de Développement (2025). Programme de valorisation des ressources en eau du bassin de l'Oubangui. Abidjan : BAD.
- Barnett, M., & Zürcher, C. (2009). The Peacebuilder's Contract. In R. Paris & T. Sisk (Eds.), *The Dilemmas of Statebuilding* (pp. 23–52). London : Routledge.
- Bayart, J.-F. (1989). L'État en Afrique : la politique du ventre. Paris : Fayard.
- Bayart, J.-F. (2006). L'État en Afrique. Paris : Fayard (2e édition augmentée).
- Bayart, J.-F., Mbembe, A., & Toulabor, C. (1992). Le politique par le bas en Afrique noire. Paris : Karthala.
- Beblawi, H., & Luciani, G. (Eds.) (1987). *The Rentier State*. London : Croom Helm.
- Boganda, B. (1958). Discours et écrits politiques. Bangui : Archives nationales de RCA.
- Bourdieu, P. (1993). La misère du monde. Paris : Seuil.
- Bourdieu, P. (1997). Méditations pascaliennes. Paris : Seuil
- Coface (2025). République Centrafricaine : fiche pays, analyse des risques. Paris : Coface.
- Collier, P. (2007). *The Bottom Billion*. Oxford : Oxford University Press.
- Couldry, N., & Mejias, U. (2019). *The Costs of Connection*. Stanford : Stanford University Press.

- Crisis Group (2015). Central African Republic : The Roots of Violence. Africa Report n°230. Bruxelles : ICG.
- Crisis Group (2024). Pour une paix durable en République centrafricaine. Watch List Automne 2024. Bruxelles : International Crisis Group.
- Dalby, S. (2002). Environmental Security. Minneapolis : University of Minnesota Press.
- De Waal, A. (2009). Mission without End ? Peacekeeping in the African Political Marketplace. *International Affairs*, 85(1), 99–113.
- Dolman, E. (2002). *Astropolitik : Classical Geopolitics in the Space Age*. London : Frank Cass.
- Elias, N. (1978). *What is Sociology ?* London : Hutchinson
- Evans, P. (1995). *Embedded Autonomy : States and Industrial Transformation*. Princeton : Princeton University Press.
- Hirschman, A. (1970). *Exit, Voice, and Loyalty*. Cambridge : Harvard University Press.
- Karl, T. L. (1997). *The Paradox of Plenty : Oil Booms and Petro-States*. Berkeley : University of California Press.
- Fonds Monétaire International (2025). République Centrafricaine : Article IV Consultation. Rapport n° 25/140. Washington : FMI.
- Gourdin, P. (2013). *Géopolitique de la République Centrafricaine*. Paris : Diploweb.com.
- Institut Montaigne (2025). Afrique : les rivalités stratégiques, expansion d'un système russe en échec. Paris : Institut Montaigne.
- Le Billon, P. (2001). The Political Ecology of War : Natural Resources and Armed Conflicts. *Political Geography*, 20(5), 561–584.
- Lefebvre, H. (1974). *La production de l'espace*. Paris : Anthropos.
- Mbembe, A. (2000). *De la postcolonie : essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine*. Paris : Karthala.
- Ó Tuathail, G. (1996). *Critical Geopolitics : The Politics of Writing Global Space*. Minneapolis : University of Minnesota Press.
- Raffestin, C. (1980). *Pour une géographie du pouvoir*. Paris : LITEC.
- République Centrafricaine (2024). Plan National de Développement 2024–2028. Bangui : Gouvernement de la RCA.
- République Centrafricaine (2024). Stratégie nationale de défense 2024–2029. Bangui : Ministère de la Défense nationale.
- Rouvroy, A., & Berns, T. (2013). Gouvernamentalité algorithmique et perspectives d'émancipation. *Réseaux*, 177(1), 163–196.
- Starosielski, N. (2015). *The Undersea Network*. Durham : Duke University Press.
- Stiglitz, J., & Bilmes, L. (2008). *The Three Trillion Dollar War*. New York : Norton.
- Tilly, C. (1990). *Coercion, Capital, and European States*. Oxford : Blackwell.
- Union Africaine (2020). *Stratégie de transformation numérique pour l'Afrique 2020–2030*. Addis-Abeba.
- Vlassenroot, K., & Raeymaekers, T. (2004). The Politics of Rebellion and Intervention in Ituri. *African Affairs*, 103(412), 385–412.
- Yapele M. R. (2026). Sangocoin, fibre optique et e-gouvernance : colonialisme de données et souveraineté numérique en RCA. Communication au colloque en cours : Bifurcation/s, Université Paris-Cité
- Zuboff, S. (2019). *The Age of Surveillance Capitalism*. New York : PublicAffairs.
- Verschave, F.-X. (1998). *La Françafrique : le plus long scandale de la République*. Paris : Stock.
- Vlassenroot, K., & Raeymaekers, T. (2004). The Politics of Rebellion and Intervention in Ituri : The Emergence of a New Political Complex ? *African Affairs*, 103(412), 385–412.
- Wallerstein, I. (1974). *The Modern World-System I : Capitalist Agriculture and the Origins of the European World-Economy*. New York : Academic Press.

Scan the QR Code to visit www.gdn.int
or write to communications@gdn.int for more information.



INDIA: 2nd Floor, West Wing ISID Complex, 4,
Vasant Kunj Institutional Area, New Delhi-110070, India

EUROPE: 63 Boulevard François Mitterrand - CS 50320,
63009 Clermont-Ferrand Cedex, France

US: Clifton Larson Allen LLP, 901 N. Glebe Road,
Suite 200, Arlington, VA 22203, USA